

Insolvency Bulletin

Bulletin sur l'insolvabilité

Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

December 1982 Vol. 2 No. 12

Décembre 1982 vol. 2 n° 12

Canada



In this issue of Insolvency Bulletin, the last for the year 1982, we take the opportunity to include an article concerning the Fiftieth Anniversary of the Office of the Superintendent of Bankruptcy which was created in May 1932.

Rash of Bankruptcies Cut Bank Profits

Bankruptcies Up 50 per cent

Farmers Rally Round; Spirit Away Cattle

Creditors Ponder Receivership or Bankruptcy

Newspaper headlines from 1982 . . . or 1932?

Both, actually.

Fifty years after the Office of Superintendent of Bankruptcy was established, it seems that times have not changed that much. In May 1932, John T. Hackett, Member from Stanstead, Quebec, was chairman of the parliamentary committee on amendment to the Bankruptcy Act. He was concerned about improper alliances between trustees and dishonest debtors and creditors.

"It is extremely difficult," he declared in the debate in the House of Commons, "by legislation to make a man honest and honourable. It is not impossible, however, to exclude dishonest men from positions of trust. If trustees were licensed and came under the supervision and discipline of a Superintendent, many abuses would disappear." The Act was amended, trustees were licensed, and a Superintendent appointed.

But it was more than 30 years before the confident prediction of the Honourable Member came to pass.

During World War II, insolvencies almost disappeared as the whole country geared up for war production.

Peacetime brought a return of bankruptcies -- and some trustees who could not be trusted. But the Office of Superintendent of Bankruptcy continued to have a low priority -- and few resources from Parliament.

Public outcry reached a crescendo in 1965 when fraudulent bankruptcies actually became an issue in the federal election.

This was the scene when Roger Tassé, a lawyer with the Justice Department, became Superintendent.

"There were some bad characters around," recalls Mr. Tassé, now Deputy Minister of Justice. "Bankruptcies became linked in the public mind with crime and arson."

The small, understaffed Office had been principally occupied with examining expense claims of trustees and filing them.

"A Financial Times headline said there was a new broom," Mr. Tassé remembers.

"A few months after I arrived, I met with Eric Kierans, who was Revenue Minister of Quebec." "The situation is a scandal," he told me. "What are you going to do about it?"

"One of the first steps was to take a close look at each trustee's application for annual renewal of his licence."

Nous profitons de l'occasion, dans ce dernier numéro de 1982 du Bulletin sur l'insolvabilité, pour souligner le cinquantième anniversaire de la création du Bureau du Surintendant des faillites lequel fut créé en mai 1932.

Vague de faillites entamant les profits des banques

Augmentation de 50 pour cent du nombre de faillites

Les fermiers se serrent les coudes: du bétail disparaît

Réflexions à des créanciers sur la mise sous séquestre ou la liquidation

Manchettes de journaux de 1982 . . . ou de 1932?

En réalité, les deux à la fois.

Cinquante ans après la création du Bureau du Surintendant des faillites, il semble que les choses n'aient pas tellement changé. Au mois de mai 1932, John T. Hackett, député de Stanstead, au Québec, était nommé président du Comité parlementaire chargé de la modification de la Loi sur la faillite. Il s'inquiétait des ententes critiquables conclues entre des syndicats et des débiteurs et créanciers malhonnêtes.

"Il est très difficile," déclarait-il au cours d'un débat à la Chambre des communes, "de contraindre au moyen des lois, un homme à être honnête et respectable. Cependant, il n'est pas impossible d'empêcher des individus malhonnêtes d'accéder à des postes de confiance. Si les syndicats de faillite étaient titulaires de licence et placés sous la surveillance d'un Surintendant, il y aurait beaucoup moins d'abus". Par la suite, on a modifié la Loi, exigé que les syndicats détiennent une licence et nommé un Surintendant.

Mais il a fallu attendre plus de 30 ans avant que la prédiction du député ne se réalise.

Pendant la deuxième Guerre mondiale, il n'y avait presque plus de faillites, la production du pays étant axée sur le matériel de guerre.

La paix a ramené les faillites et, malheureusement, certains syndicats auxquels on ne pouvait se fier. Mais le Bureau du Surintendant des faillites demeurait au bas de la liste des priorités et recevait du Parlement des fonds insuffisants.

Les protestations du public ont atteint leur paroxysme en 1965, lorsque la question des faillites frauduleuses est réellement devenue un sujet de lutte dans les élections fédérales.

Telle était la situation au moment où Roger Tassé, alors avocat au ministère de la Justice et maintenant sous-ministre au même endroit, a été nommé au poste de Surintendant.

"Il y avait de mauvais éléments," se rappelle M. Tassé. "Dans l'esprit du public, les faillites étaient désormais rattachées au crime et aux incendies volontaires".

Le Bureau du Surintendant des faillites, un service secondaire dont l'effectif était nettement insuffisant, s'était surtout employé jusque-là à examiner les demandes de remboursement des syndicats et à les classer.

"Le Financial Times avait annoncé en manchette que le nouveau Surintendant allait se charger de faire le nettoyage requis", ajoute M. Tassé.

"Quelques mois après mon arrivée, j'ai rencontré Eric Kierans, ministre du Revenu du Québec à l'époque." "La situation est scandaleuse, me dit-il, qu'allez-vous faire pour y remédier?"

"Une première mesure a consisté à étudier soigneusement chaque demande de renouvellement de licence présentée par les syndicats."

"Some lost their licences; some were suspended; some got conditional renewals. The final decisions were made by the Minister just at Christmas; it wasn't easy, but we had to weed out the untrustworthy, the incompetent, and the people who had taken on too many files."

"After that first cleaning out, it was a question of developing a larger, more qualified staff and improving standards. We had a lot of help and sound advice from experienced, knowledgeable professionals."

One of those professionals recalls days when fraud and bankruptcy were too often in the headlines.

"Roger Tassé's appointment was a big breakthrough," declares Jack Biddell of The Clarkson Company Limited in Toronto, and long-time advocate of reform. "There was a tremendous difference. There have been excellent people there since the 60's."

"Certains d'entre eux ont perdu leur licence, d'autres se sont vu retirer leur licence provisoirement et d'autres ont obtenu une licence renouvelée qui comportait toutefois des réserves. C'est le Ministre qui a pris les décisions finales, juste avant Noël; cela n'a pas été chose facile, mais il nous fallait éliminer les syndics indignes de confiance, les incompetents et ceux qui s'étaient chargés d'un trop grand nombre de dossiers".

"Après cette première épuration, il a fallu constituer un effectif plus important et mieux qualifié afin d'améliorer la qualité du travail. Des professionnels compétents et expérimentés en la matière nous ont beaucoup aidés et nous ont donnés de précieux conseils".

L'un d'eux se souvient de l'époque où les termes fraude et faillite figuraient trop souvent dans les manchettes.

"La nomination de Roger Tassé a été un événement d'importance," déclare Jack Biddell de la Clarkson Company Limited, de Toronto, et partisan de longue date de la réforme. "La situation a changé du tout au tout. Depuis les années soixante, un grand nombre d'éléments de valeur ont été au service du Bureau".

SUPERINTENDENTS OF BANKRUPTCY SINCE 1932		
SURINTENDANTS DES FAILLITES DEPUIS 1932		
W. J. Reilly	14 Sept.	1932
E. H. Coleman	17 Oct.	1946
Robert Forsyth	3 Apr. /Avr.	1947
Thos D. Macdonald	8 Mar.	1949
A. J. MacLeod	25 Mar.	1950
A. H. M. Laidlaw	22 Déc.	1954
J. S. Larose	7 Oct.	1955
Roger Tassé	2 Apr. /Avr	1965
Raymond Landry	24 Jul.	1968
Jacques B. Brazeau	6 Sept.	1979

In 1966, the Bankruptcy Act was amended to provide the Superintendent with wider powers, and authority to investigate offences whether they took place before or after a bankruptcy. The following year, administrators, investigators and auditors set up shop in Montreal, Toronto and Vancouver. Examinations were introduced to establish the qualifications of people seeking licences. While Superintendent, Mr. Tassé became chairman of the Study Committee on Bankruptcy and Insolvency Legislation. The Committee reviewed 1,200 suggestions and travelled in Canada and abroad.

"John Honsberger, Q.C., of Toronto, was the member of the committee who contributed his expertise in this area," Mr. Tassé recalls. "Pierre Carignan, Q.C., of Montreal, was the one who always asked the fundamental questions and brought us back to basics." The 1970 report of the committee formed a foundation for the bankruptcy bill which, 12 years later, is presently before Parliament.

En 1966, la Loi sur la faillite a été modifiée afin de donner au Surintendant des pouvoirs accrus, notamment celui de faire enquête sur des délits commis avant ou après une faillite. L'année suivante, des administrateurs, des enquêteurs et des vérificateurs ont ouvert des bureaux à Montréal, Toronto et Vancouver. Des examens ont été préparés afin de déterminer les qualités et titres requis des demandeurs de licence. Pendant la période où il était Surintendant, M. Tassé a été nommé président du Comité chargé d'étudier la législation sur la faillite et l'insolvabilité. Les membres du comité ont examiné 1,200 suggestions et ont voyagé à travers le Canada et à l'étranger.

"John Honsberger, C.R., de Toronto, était l'expert du comité," rappelle M. Tassé. "Quant à Pierre Carignan, C.R. de Montréal, c'était lui qui posait toujours les questions fondamentales et nous ramenait aux principes essentiels". Le rapport du comité, déposé en 1970, a été le document fondamental du Projet de Loi sur la faillite qui se trouve actuellement, 12 ans plus tard, devant le Parlement.

"I enjoyed my time at the Bankruptcy Branch and with the Committee," Mr. Tassé adds. "I met many interesting and dedicated people who were determined to help to improve the situation."

When he became Superintendent in 1968, Raymond Landry had been teaching bankruptcy law at the University of Ottawa and was Secretary of the Study Committee.

"My first impression," he recalls, "was that I had to jump onto a train that was moving at 100 miles an hour. There was a great deal of work to be done. We had to continue developing a more professional approach to the position and responsibilities of the trustee. These were trying times for some: they had been drawn into compromising situations, or found that their below par performance would no longer be tolerated. The vast majority supported our efforts to raise the standards. We conducted seminars from coast to coast and everyone benefited."

"I became a trustee in 1960," says Claude Mercure of Mercure, Béliveau & Assoc., Montreal. "Court registrars used to receive applications on a Saturday morning, the only time they allocated." Things have improved a lot since then. It was while Raymond Landry was Superintendent that we developed the idea of a professional association of trustees. We got together a committee of 16 from across the country and I became the first president of the Canadian Insolvency Association in 1979.

"It benefited greatly from the previous work done by the insolvency committee of the Canadian Institute of Chartered Accountants. Last year, we adopted our Code of Professional Conduct and the Insolvency Association has now established a student membership. With the co-operation of the Superintendent's Office, we hope to have our three-year course and examinations accepted in the future as criteria for licensing."

Mr. Landry's regime streamlined many of the procedures, simplified consumer bankruptcies, facilitated the proposal as a desirable alternative, and effected, by administrative changes, many of the recommendations for new legislation. "We spent much of our time on legislation," he says. The fact that Parliament still has not passed a new bill is a disappointment.

Now Dean of Civil Law at the University of Ottawa and again teaching bankruptcy, Professor Landry sees many of today's law students.

"I think they reflect the view of most Canadians about bankruptcy: it's still not the decent thing to do; it's too easy." People still want their pound of flesh.

"But I believe that the social consequences of public policy regarding personal insolvencies should receive more attention. We're seeing some of those consequences in the headlines reporting the hard times of today."

By 1975, Mr. Landry had become more fully occupied with the growing task of preparing the details of new legislation, with all its future implications for the many different interested parties and the complex inter-relationships with many other statutes.

That year, Jacques Brazeau, a chartered accountant, was appointed Acting Superintendent and subsequently confirmed as Superintendent in 1979. With the sweeping expansion of consumer credit, personal bankruptcies increased from 3,100 in 1971, to almost 16,000 in 1978. The Small Debtor Program, introduced in 1972, had involved performance of trusteeships by the Federal Insolvency Trustee Agency, employing public servants. The government decided that small estates should again be administered by the trustee profession. By 1978,

"J'ai beaucoup apprécié les années passées à la Direction des faillites et au comité," ajoute M. Tassé. "J'ai rencontré un grand nombre de personnes intéressantes et dévouées, bien décidées à faire leur part afin d'améliorer la situation".

Lorsqu'il est devenu Surintendant, en 1968, Raymond Landry était secrétaire du comité d'étude et auparavant, avait enseigné le droit de la faillite à l'Université d'Ottawa.

"Je me souviens," dit-il, "je me sentais comme si je devais sauter dans un train qui roulait à 100 milles à l'heure. Il y avait tellement de travail à faire. Nous devons continuer de préconiser une attitude plus professionnelle à l'égard du poste et des responsabilités du syndic. Ce furent des moments très difficiles pour certains: des syndics s'étaient placés dans des situations compromettantes ou ont appris que leur rendement insuffisant ne serait plus toléré. La plupart d'entre eux ont appuyé nos efforts axés sur l'amélioration de la qualité du travail. Nous avons organisé des colloques d'un océan à l'autre, et tous les syndics en ont bénéficié".

"Je suis devenu syndic en 1960," raconte Claude Mercure du Bureau Mercure, Béliveau et associés, de Montréal. "Les greffiers recevaient les demandes le samedi matin, c'était seulement à ce moment qu'ils les acceptaient." Les choses se sont bien améliorées depuis. C'était pendant que Raymond Landry était Surintendant que nous avons eu l'idée de créer une association professionnelle de syndics. Nous avons mis sur pied un comité composé de 16 membres de tous les coins du pays, et je suis devenu, en 1979, le premier président du Conseil canadien d'insolvabilité.

"Le travail effectué par le comité d'insolvabilité de l'Institut canadien des comptables agréés a été d'une grande utilité au Conseil. L'année dernière, nous avons adopté notre code de conduite professionnelle, et le Conseil a récemment décidé d'accepter des stagiaires à titre de membres. Grâce à la collaboration du Bureau du Surintendant, nous espérons que notre cours de trois ans et nos examens seront reconnus à l'avenir aux fins d'octroi des licences".

Établi en 1972, le programme des petites créances était administré par des fonctionnaires qui agissaient à titre de syndics publics au sein de l'Agence fédérale de syndic en matière d'insolvabilité. Le régime de M. Landry a permis de rationaliser nombre des procédures, de simplifier les faillites des particuliers, de faciliter l'application du projet à titre de mesure de rechange souhaitable et, enfin, grâce à des changements administratifs, a permis la mise en oeuvre de nombreuses recommandations faites en vue de la nouvelle loi. "Nous y avons passé beaucoup de temps," a-t-il déclaré. Le fait que le Parlement n'a pas encore sanctionné le projet de loi nous déçoit.

Maintenant doyen de la Faculté de droit civil de l'Université d'Ottawa et enseignant toujours le droit de la faillite, M. Landry a l'occasion de rencontrer de nombreux étudiants en droit.

"À mon avis, leur opinion au sujet des faillites correspond à celle de la plupart des Canadiens: ce n'est toujours pas une procédure décente à appliquer. Elle est trop facile." Tout le monde cherche à obtenir son dû.

"Je crois toutefois qu'il faudrait porter plus d'attention aux conséquences sociales de la politique publique concernant les faillites personnelles. Nous avons vu d'ailleurs certaines de ces conséquences dans les manchettes qui font état des temps difficiles que nous vivons".

Aux environs de 1975, M. Landry a été de plus en plus accaparé par la tâche toujours plus lourde d'élaborer les détails de la nouvelle loi et de tenir compte de toutes les répercussions futures pour les nombreuses parties intéressées, sans oublier les interrelations complexes avec beaucoup d'autres lois.

Cette même année, Jacques Brazeau, comptable agréé, a été nommé Surintendant intérimaire pour être confirmé par la suite dans ses fonctions de Surintendant en 1979. Par ailleurs, avec l'expansion sans précédent du crédit à la consommation, le nombre de faillites personnelles est passé de 3,100 en 1971 à presque 16,000 en 1978. Le programme des petites créances, mis sur pied en 1972, mettait en cause des syndics publics de l'Agence fédérale de syndic en matière d'insolvabilité. Le gouvernement a décidé par la suite que les actifs

independent trustees had fully taken over this task, now streamlined with simpler procedures. It was recognized that consumer insolvencies were usually quite different from those of commerce, and did not need such careful scrutiny.

At the same time, the staff of the Superintendent's Office was reduced from 239 in 1975 to 153 in 1982. Examination of bankrupts and presiding over meetings of creditors is now carried out only in selected cases.

"Today," says Mr. Brazeau, "to help maintain closer links with trustees who are the centre of day-to-day events in the marketplace, we assign various head office projects to field officers." They contribute their experience, and it helps us keep aware of trustees' changing needs and their perspectives.

restreints devaient être de nouveau confiés aux syndic professionnels. En 1978 donc, les syndic privés s'occupaient entièrement de cette tâche, maintenant mieux définie grâce à l'application de procédures simplifiées. Il a été reconnu par ailleurs que les insolvabilités personnelles, en général, différaient beaucoup des insolvabilités commerciales et qu'en outre, elles n'exigeaient pas une vérification aussi poussée.

Dans le même intervalle, le personnel du Bureau du Surintendant a été réduit, passant de 239 employés en 1975 à 153 en 1982. En effet, l'examen des faillites et la tenue de réunions des créanciers ne sont exigés que dans des cas bien précis maintenant.

"Aujourd'hui," précise M. Brazeau, "pour arriver à maintenir des liens plus étroits avec les syndic, qui sont, en fait, au centre des activités journalières sur le marché, nous confions divers projets de chefs de bureau aux agents régionaux." Ceux-ci nous font profiter de leur expérience et nous tiennent au courant des nouveaux besoins des syndic ainsi que de leurs perspectives d'avenir".

Year	Trustee licenses in force	Volume of Bankruptcies	Superintendent's personnel
Année	Licences de syndic en vigueur	Volume des faillites	Personnel du Surintendant
1932	364	2,608	1
1937	278	967	7
1942	217	725	11
1947	193	509	7
1952	194	1,434	9
1957	302	3,486	9
1962	371	4,297	14
1967	500	4,023	69
1972	420	6,738	155
1977	411	16,677	223
1982	607	42,000	148

"The Bill that is before Parliament is designed to offer the insolvent debtor a reasonable alternative to bankruptcy. In addition it introduces a number of significant technical changes that are required to adapt the legislation to the dramatic evolution that occurred in the credit system in the last decade. It's too bad that the bill did not quite make it into law before the end of our first 50 years, but we can look forward to benefiting from the improvements at the start of our next half century."

The Office of the Superintendent has grown over the years. For the first year of operations (fiscal year ending March 31, 1934) Parliament had voted credits of \$50,000, of which only \$20,758 was expended. In the 1982-83 fiscal year, an amount of \$5,598,000 was budgeted for the Office of the Superintendent of Bankruptcy.

"There are now more than 600 licensed trustees in Canada, administering assets in excess of one billion dollars," says Mr. Brazeau.

"With bankruptcies surpassing 40,000 a year, and the front page headlines chronicling the financial affairs of corporations and people of every class and station, the next 50 years no doubt will be challenging times for us all."

"Le projet de loi déposé devant le Parlement vise à offrir au débiteur insolvable une solution raisonnable, autre qu'une déclaration en faillite. En outre, il introduit un certain nombre de changements techniques importants nécessaires pour adapter la loi à l'importante évolution survenue dans le régime du crédit au cours de la dernière décennie. Il est vraiment regrettable que le projet de loi n'ait pas été adopté avant notre cinquantième anniversaire, mais nous pourrions profiter dorénavant des améliorations apportées".

Le Bureau du Surintendant a pris de l'expansion au cours des années. Ainsi, pour son premier exercice (prenant fin le 31 mars 1934), le Parlement avait voté des crédits de \$50,000 dont seulement \$20,758 ont été dépensés. Pour l'exercice 1982-83, le Bureau du Surintendant des faillites dispose d'un budget de \$5,598,000.

"Le Canada compte à l'heure actuelle plus de 600 syndic licenciés qui administrent des actifs excédant un milliard de dollars", a déclaré M. Brazeau.

"Il n'y a aucun doute qu'avec plus de 40,000 faillites par année, et des manchettes faisant état d'affaires financières de sociétés et de particuliers de toutes les couches de la société et de tous les milieux, que les 50 prochaines années représentent pour nous un énorme défi".

Table of Contents

Schéma du contenu

BANKRUPTCY AND INSOLVENCY

The Exigibility of Life Insurance, Pensions and R.R.S.P.'s in Canadian Common Law Jurisdictions (cont'd)	2
Address of Offices where Bankruptcy Proceedings are Filed.....	16
Index of Bankruptcy Proceedings	17
Bankruptcy Proceedings filed during the month of November ...	18
Statistics	103
Trustee Licence issued during the month of November	109

FAILLITE ET INSOLVABILITÉ

De la saisissabilité des assurances-vie, des rentes de pension ou de retraite et des R.E.E.R., dans les provinces canadiennes de common law (suite).....	2
Adresse des bureaux où les procédures de faillites sont déposées.....	16
Index des procédures de faillites	17
Procédures de faillites déposées au cours du mois de novembre	18
Statistiques	103
Licence de syndicis émise au cours du mois de novembre.....	109

The following article has been prepared by Messrs. Eric Gertner and M.A. Springman of the Ontario Law Reform Commission at the behest of the Office of the Superintendent of Bankruptcy. Due to its length, we have decided to publish it in three monthly installments of which the following is the last.

L'article qui suit a été préparé par MM. Eric Gertner et M.A. Springman du "Ontario Law Reform Commission" à la demande du Bureau du surintendant des faillites. À cause de la longueur de cet article, nous avons décidé de le publier en trois parties et ceci en est la dernière.

The Exigibility of Life Insurance, Pensions and R.R.S.P.'s in Canadian Common Law Jurisdictions* (cont'd)

De la saisissabilité des assurances-vie, des rentes de pension ou de retraite et des R.E.E.R., dans les provinces canadiennes de common law* (suite)

4. Interests in Pensions

(a) General

Whatever may have been the position at common law, or at least under a section like section 19(2) of the Ontario *Execution Act* and in the absence of specific exemption provisions in pension legislation, there is no doubt that interests in pensions, and in the benefits arising under pensions, are exempt — at least in Ontario. In some instances, the nonexigibility of such choses in action is made explicit in the governing statute. For example, section 34(1) of the *Public Service Superannuation Act*¹⁷¹ provides as follows:

34.-(1) The interest of any person in the Fund or in any allowance, annuity, refund or other sum, payable out of the Fund is not subject to garnishment, attachment, seizure or other process of law, and, subject to subsection (2),¹⁷² is not exigible.

A very similar exemption appears in section 51 of the *Teachers' Superannuation Act*¹⁷³ and in section 12(1) of the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act*.¹⁷⁴ However, in respect of the latter statute, an important exception to the exemption provision appears in section 12(2):

12.-(2) Subsection (1) does not apply to the garnishment, attachment or seizure of moneys payable out of the Fund in satisfaction of an order for support under the *Family Law Reform Act*.¹⁷⁵

4. Intérêts dans des régimes de retraite

a) Généralités

Quelle qu'ait pu être la doctrine en *common law* ou du moins en vertu d'un article tel l'article 19(2) du *Execution Act* de l'Ontario, et en l'absence d'exemptions spécifiques dans la législation sur les régimes de retraite, il ne fait pas de doute que les intérêts dans les régimes de retraite et dans les avantages qui en découlent sont insaisissables, du moins en Ontario. Dans certains cas, l'insaisissabilité de telles choses *in action* est explicitement énoncée dans la loi pertinente. Par exemple, l'article 34(1) du *Public Service Superannuation Act*¹⁷¹ est ainsi libellé:

34.(1) L'intérêt que possède une personne dans la caisse ou dans toute prestation, rente, remboursement ou autre somme payable sur la caisse ne peut faire l'objet d'une saisie-arrêt, d'une saisie-exécution ou autre procédure judiciaire et, sous réserve du paragraphe (2)¹⁷², est insaisissable.

Une exemption tout à fait semblable est énoncée à l'article 51 du *Teachers' Superannuation Act*¹⁷³ et à l'article 12(1) du *Ontario Municipal Employees Retirement System Act*¹⁷⁴. Cependant, dans cette dernière loi, l'article 12(2) énonce une importante exception à l'exemption:

12.(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la saisie-arrêt ni à la saisie-exécution de sommes payables sur la caisse en exécution d'une ordonnance de pension alimentaire (*support*) en vertu du *Family Law Reform Act*¹⁷⁵.

¹⁷¹ R.S.O. 1980, c. 419.

¹⁷² Subsection (2) provides for the validity of payments into another pension plan or into a registered retirement savings plan.

¹⁷³ R.S.O. 1980, c. 494. See *Higuchi v. Higuchi*, [1972] 2 O.R. 651 (Master S.C.O.).

¹⁷⁴ R.S.O. 1980, c. 348.

¹⁷⁵ R.S.O. 1980, c. 152. Section 12(2) was enacted by *The Ontario Municipal Employees Retirement System Amendment Act*, 1979, S.O. 1979, c. 19, s. 2. See the discussion in the following section.

¹⁷¹ R.S.O. 1980, ch. 419.

¹⁷² Le paragraphe (2) prévoit la validité des versements effectués dans un autre régime de retraite ou dans un régime enregistré d'épargne-retraite.

¹⁷³ R.S.O. 1980, c. 494. Voir *Higuchi c. Higuchi*, (1972) 2 O.R. 651 (Master S.C.O.).

¹⁷⁴ R.S.O. 1980, c. 348.

¹⁷⁵ R.S.O. 1980, c. 152. L'article 12(2) a été édicté par *The Ontario Municipal Employees Retirement System Amendment Act*, 1979, S.O. 1979, c. 19, a. 2. Voir les explications données dans la section suivante.

Two other Ontario statutes, however, fail to mention the "interest of a person in the Fund". One of them is the *Legislative Assembly Retirement Allowance Act*;¹⁷⁶ section 29 of that Act provides that "[s]ection 34 of the *Public Service Superannuation Act* applies with necessary modifications to any moneys payable to any person under this Act". It bears mentioning here that, while section 29 incorporates section 34, it does so only in respect of "any moneys payable", and not, apparently, to the "interest of any person in the Fund". Finally, the *Pension Benefits Act*¹⁷⁷ falls into the same camp as the *Legislative Assembly Retirement Allowances Act*. Section 27(1) of the *Pension Benefits Act* provides as follows:

27.-(1) Moneys payable under a pension plan shall not be assigned, charged, anticipated or given as security and are exempt from execution, seizure or attachment, and any transactions purporting to assign, charge, anticipate or give as security is void.

Once again, however, as in the case of the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act*, an exception is made in respect of "moneys payable under a pension plan in satisfaction of an order for support under the *Family Law Reform Act*".¹⁷⁸

From even a cursory reading of the Ontario pension statutes, it is clear that the language in the relevant provisions is not uniform. There is a difference between the interest of a person in a pension plan or in the fund established under the relevant Act, on the one hand, and, on the other hand, the interest of a person in any "moneys payable" under a plan or out of a fund; at the time when the creditor of the pension contributor files his writ of execution, there may well be no "moneys payable", although that person would have an interest in the pension plan or fund. Moreover, there is certainly a difference between the exigibility of these two types of interests and the garnishment or attachment of any "moneys payable"; the former method of enforcement involves the seizure and sale of a chose in action under provisions like section 19(2) of the *Ontario Execution Act*, while the latter involves an attempt to redirect moneys payable to a debtor by a garnishee.¹⁷⁹

Pension legislation in the other provinces generally mirrors that in Ontario. In some instances, the "interest" of a person in a plan or fund is said to be exempt;¹⁸⁰ in other cases, no mention is made of this interest and reference is made exclusively to "moneys payable";¹⁸¹ in yet other cases, the statute is completely silent.¹⁸²

En outre, deux autres lois de l'Ontario omettent de mentionner «l'intérêt que possède une personne dans la caisse». L'une est le *Legislative Assembly Retirement Allowance Act*¹⁷⁶; selon l'article 29 de cette loi, «l'article 34 du *Public Service Superannuation Act* s'applique avec les modifications nécessaires à toute somme payable à quelque personne en vertu de la présente loi». Il faut mentionner ici que si l'article 29 reprend l'article 34, il ne le fait qu'à l'égard de «toute somme payable» et non, apparemment, à l'égard de «l'intérêt que toute personne possède dans la caisse». Enfin, on peut classer le *Pension Benefits Act*¹⁷⁷ dans la même catégorie que le *Legislative Assembly Retirement Allowance Act*. L'article 27(1) du *Pension Benefits Act* est ainsi conçu:

27(1). Les sommes payables en vertu d'un régime de retraite ne peuvent être cédées, grevées, utilisées par anticipation ni cédées en garantie et sont insaisissables, et toute opération visant ces buts est nulle.

Mais encore une fois, comme dans le *Ontario Municipal Employees Retirement System Act*, on a fait une exception pour «les sommes payables en vertu d'un régime de retraite en exécution d'une ordonnance de pension alimentaire en vertu du *Family Law Reform Act*».¹⁷⁸

Une lecture même superficielle des lois ontariennes sur la retraite montre clairement que l'énoncé des dispositions pertinentes n'est pas uniforme. Il y a une différence entre l'intérêt que possède une personne dans un régime de retraite ou dans la caisse établie en vertu de la loi pertinente, d'une part, et d'autre part l'intérêt que possède une personne dans toutes «sommes payables» en vertu d'un régime ou sur une caisse; au moment où le créancier du cotisant produit son bref d'exécution, il peut fort bien ne pas y avoir de «sommes payables», même si la personne en cause possède un intérêt dans le régime ou la caisse de retraite. En outre, il y a sûrement une différence entre la saisissabilité de ces deux genres d'intérêts et la saisie-arrêt de toutes «sommes payables»; la première méthode d'exécution consiste en la saisie et la vente d'une chose in action en vertu de dispositions telles l'article 19(2) du *Execution Act* de l'Ontario, tandis que la seconde consiste en une tentative en vue de réorienter des sommes payables à un débiteur par un tiers saisi¹⁷⁹.

La législation des autres provinces en matière de retraite reflète en général celle de l'Ontario. Dans certains cas, on dit que «l'intérêt» que possède une personne dans un régime ou une caisse de retraite est exempt de saisie¹⁸⁰; dans d'autres cas, on ne mentionne pas cet intérêt mais uniquement les «sommes payables»¹⁸¹ et ailleurs enfin, la loi est totalement muette¹⁸².

¹⁷⁶ R.S.O. 1980, c. 236.

¹⁷⁷ R.S.O. 1980, c. 373.

¹⁷⁸ *Ibid.*, s. 27(2), enacted by *The Family Law Reform Act*, 1978, S.O. 1978, c. 2, s. 85. Given the language of s. 27(1), referring only to "moneys payable" and not an "interest" in the Plan, it is of course not surprising that the exception in s. 27(2) is restricted to "moneys payable".

¹⁷⁹ See *Toronto-Dominion Bank v. Grossman*, unreported (March 1, 1982, N.B.C.A.), where Richard, J.A., stated (at 3) that the exemption in respect of the "interest of any person in the Superannuation Account" (see s. 19 of the *Public Services Superannuation Act*, R.S.N.B. 1973, c. P-6) "no doubt protects from garnishment, [attachment, seizure or any legal process] the interest of all persons in the Superannuation account, and, by implication, protects the account itself".

¹⁸⁰ See, for example, *Public Service Pension Act*, R.S.A. 1980, c. P-35, s. 31(1)(a); *Public Service Management Pension Act*, R.S.A. 1980, c. P-34, s. 32(1)(a); *Special Forces Pension Act*, R.S.A. 1980, c. S-21, s. 30(1)(a); *Teachers' Retirement Fund Act*, R.S.A. 1980, c. T-2, s. 49(1)(a); *The Civil Service Superannuation Act*, R.S.M. 1970, c. C-120, s. 43(1); *The Teachers' Pension Act*, R.S.M. 1970, c. T-20, s. 64(1); *Members Superannuation Act*, R.S.N.B. 1973, c. M-8, s. 20(1); *Public Service Superannuation Act*, R.S.N.B. 1973, c. P-26, s. 19; and *Teachers' Pension Act*, R.S.N.B. 1973, c. T-1, s. 22.

¹⁸¹ In some cases, as in Ontario, these two types of provisions appear in different pension statutes in the same province. See, for example, *The Pension Benefits Act*, S.M. 1975, c. 38, s. 27 ("moneys payable"), and *The Teachers' Pensions Act*, R.S.M. 1970, c. T-20, s. 64(1) ("interest ... in the fund", etc.). See, also, *Pension Benefits Act*, S.N.S. 1973, c. P-9, s. 21 ("moneys payable"), and *Public Service Superannuation Act*, R.S.N.S. 1967, c. 256, s. 24 ("interest ... in the Fund", etc.).

¹⁸² See, for example, *Local Authorities Pension Act*, R.S.A. 1980, c. L-28, and *Members' Retiring Allowances Act*, R.S.N.S. 1967, c. 181.

¹⁷⁶ R.S.O. 1980, c. 236.

¹⁷⁷ R.S.O. 1980, c. 373.

¹⁷⁸ *Ibid.*, s. 27(2) édicté par *The Family Law Reform Act*, 1978, S.O. 1978, c. 2, a. 85. L'article 27(1) ne faisant état que des «sommes payables» et non d'un «intérêt» dans le régime, il n'est pas étonnant que l'exception de l'art. 27(2) soit restreinte aux «sommes payables».

¹⁷⁹ Voir *Toronto-Dominion Bank v. Grossman*, non rapportée (1^{er} mars 1982, N.B.C.A.), où le juge Richard, en appel, déclare (p. 3) que l'exemption relative à «l'intérêt que possède toute personne dans la caisse de retraite» (voir a. 19 du *Public Services Superannuation Act*, R.S.N.B. 1973, c. P-6) «protège sans doute contre la saisie-arrêt (la saisie-exécution ou toute procédure judiciaire) l'intérêt de toutes personnes dans la caisse de retraite et, par voie de conséquence, protège la caisse elle-même».

¹⁸⁰ Voir, par exemple, *Public Service Pension Act*, R.S.A. 1980, c. P-35, a. 31(1)a); *Public Service Management Pension Act*, R.S.A. 1980, c. P-34, a. 32(1)a); *Special Forces Pension Act*, R.S.A. 1980, c. S-21, a. 30(1)a); *Teachers' Retirement Fund Act*, R.S.A. 1980, c. T-2, a. 49(1)a); *The Civil Service Superannuation Act*, R.S.M. 1970, c. 120, a. 43(1); *The Teachers' Pensions Act*, R.S.M. 1970, c. T-20, a. 64(1); *Members' Superannuation Act*, R.S.N.B. 1973, c. M-8, a. 20(1); *Public Service Superannuation Act*, R.S.N.B. 1973, c. P-26, a. 19; et *Teachers' Pension Act*, R.S.N.B. 1973, c. T-1, a. 22.

¹⁸¹ Dans certains cas, comme en Ontario, ces deux genres de dispositions se retrouvent dans différentes lois de la même province sur la retraite. Voir, par exemple, *The Pension Benefits Act*, S.M. 1975, c. 38, a. 27 («sommes payables»), et *The Teachers' Pensions Act*, R.S.M. 1970, c. T-20 a. 64(1) («intérêt... dans la caisse», etc.). Voir aussi *Pension Benefits Act*, S.N.S. 1973, c. P-9, a. 21 («sommes payables»), et *Public Service Superannuation Act*, R.S.N.S. 1967, c. 256, a. 24 («intérêt... dans la caisse», etc.).

¹⁸² Voir, par exemple, *Local Authorities Pension Act*, R.S.A. 1980, c. L-28, et *Members' Retiring Allowances Act*, R.S.N.S. 1967, c. 181.

It is not at all clear why the exemption provisions in the various pension statutes are drafted in different ways when ostensibly attempting to accomplish the same purpose — that is, to preserve an important source of future financial security from the claims of creditors. The statutory language used in respect of "interests" — that is, presumably choses in action — is rather sloppy. For example, if the Ontario Legislative Assembly actually intended what is said when it used a phrase like "interest ... in a Fund" or in a pension plan — thereby categorizing the "interest" as a chose in action, exigible as a species of personal property under section 19(2) of the *Execution Act* — then it is curious that the relevant statutes provide that such an "interest" is not subject to "garnishment". Technically, it is not possible to garnish a chose in action; such a right or interest is, in the absence of a statutory or other impediment, seizable under a writ of execution. What can be garnished is the money actually payable by a garnishee to a debtor. The terminology or drafting in the pension legislation likely bespeaks conceptual confusion, rather than a clear policy regarding the extent of the exemptions; in all likelihood, a comprehensive immunity was sought, subject only to those clear exceptions expressly included in the legislation.¹⁸³ Differences in language probably represent the *ad hoc* process by which the relevant statutes have developed and have been amended.

Notwithstanding the confusion generated by different terminology, the issues raised above have not been of any real practical significance. Not only is the language likely to be given a very liberal interpretation in light of the public policy rationale for the relevant statutory provisions, but the general nonassignability of interests in pensions and moneys payable¹⁸⁴ under pensions buttresses the contention that general immunity from enforcement measures was likely sought in all cases.

This public policy impetus for legislative action in respect of pension plans is reflected in a recent recommendation of the Ontario Law Reform Commission. The Commission stated as follows in respect of the exigibility of interests relating to pensions plans:¹⁸⁵

To deal first with pension plans, the Commission is of the view that there are compelling policy reasons for exempting from seizure the interest of a person in such pension plans. We believe that pension plans serve an important function by providing generally much-needed income to retired pensioners without any other substantial financial resources. To permit exigibility of an interest in a pension plan, however limited or contingent at the time of seizure, would serve ultimately to destroy or at least diminish the very source of future economic well-being. Accordingly, we recommend that a debtor's interest in any pension plan, including his interest in any pension fund or in any benefit, allowance, annuity, refund or other sum payable out of a pension fund, should not be subject to seizure and sale.

(b) *The Status of Support and Maintenance Creditors*

The exception in two Ontario statutes in respect of *Family Law Reform Act* support orders bears some further attention. For example, it is not self-evident why only two Acts — the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* and the *Pension Benefits Act* — contain this important exception. Does the Legislature not envisage

¹⁸³ See *Re Lamb and Lamb* (1979), 25 O.R. (2d) 23 (Co. Ct.), at 27, where Scott, Co. Ct. J., comparing what is now s. 27(1) of the *Pension Benefits Act* with what is now s. 12(1) of the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act*, stated that, while "not entirely identical in wording", the "phraseology and intention are very similar".

¹⁸⁴ It bears noting, however, that the provisions respecting nonassignability fall into the two types of classes described above.

¹⁸⁵ Commission Report, *supra*, note 1, at 104.

On ne comprend pas du tout pourquoi les dispositions portant exemptions des diverses lois sur la retraite ont été rédigées dans des termes différents alors qu'elles ont manifestement le même but: mettre une importante source de sécurité financière à l'abri des réclamations des créanciers. La terminologie employée au sujet des «intérêts» — c'est-à-dire, vraisemblablement, des «choses in action» —, est plutôt négligée. Par exemple, si l'Assemblée législative de l'Ontario recherchait vraiment ce qu'elle a dit quand elle a utilisé une phrase comme «intérêt... dans une caisse» ou dans un régime de retraite — qualifiant ainsi cet «intérêt de chose in action, saisissable en tant que sorte de bien personnel en vertu de l'article 19(2) du *Execution Act* —, alors il est curieux que les lois pertinentes stipulent qu'un tel «intérêt» ne peut faire l'objet d'une «saisie-arrêt». Techniquement, il est impossible de saisir une chose in action par voie de saisie-arrêt; un tel droit ou intérêt, en l'absence d'empêchement statutaire ou autre, est saisissable au moyen d'un bref d'exécution. Ce qui peut faire l'objet d'une saisie-arrêt, c'est l'argent actuellement payable par le tiers-saisi à un débiteur. La terminologie ou la rédaction des lois sur la retraite témoigne de la confusion des esprits plutôt que d'une volonté claire concernant l'étendue des exemptions; on recherchait vraisemblablement une immunité générale sous la seule réserve des exceptions clairement énoncées dans la loi¹⁸³. Les différences dans la formulation tiennent peut-être à l'absence de méthode générale qui a marqué l'élaboration et la modification des lois pertinentes.

En dépit de la confusion engendrée par les différences dans les termes, les questions soulevées ci-dessus n'ont guère eu d'importance en pratique. Non seulement les termes employés seront-ils interprétés de façon très large à la lumière des orientations qui ont inspiré les dispositions en cause, mais l'insaisissabilité générale de l'intérêt dans des régimes de retraite et dans des sommes payables¹⁸⁴ en vertu de tels régimes vient étayer l'argument selon lequel le législateur cherchait dans chaque cas à établir une immunité générale contre les mesures d'exécution.

Cette orientation des politiques vers une action législative sur le plan des régimes de retraite s'est manifestée dans une récente recommandation de la Commission de réforme du droit de l'Ontario. Au sujet de la saisissabilité des intérêts dans des régimes de retraite, la Commission s'est exprimée dans les termes suivants¹⁸⁵:

Quant aux régimes de retraite, d'abord, la Commission est d'avis que des motifs de politiques l'obligent à exempter de la saisie l'intérêt qu'une personne possède dans de tels régimes de retraite. Nous croyons que ces régimes jouent un rôle important en assurant un revenu en général indispensable aux personnes à la retraite sans autres ressources financières appréciables. Permettre la saisie d'un intérêt dans un régime de retraite, si modeste ou conditionnel qu'il soit au moment de la saisie, mènerait finalement à détruire ou du moins à réduire la source même de l'éventuel bien-être de l'individu. C'est pourquoi nous recommandons que l'intérêt d'un débiteur dans tout régime de retraite, y compris son intérêt dans toute caisse de retraite ou dans tout avantage, prestation, rente, remboursement ou autre somme payable sur une caisse de retraite, soit insaisissable.

b) *Le statut des créanciers d'une pension alimentaire (support et maintenance)*

Il convient d'accorder une attention supplémentaire aux exceptions prévues dans deux lois ontariennes pour les ordonnances de pension alimentaire (*support*) du *Family Law Reform Act*. Par exemple, on peut se demander pourquoi seulement deux lois, — le *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* et le *Pension*

¹⁸³ Voir *Re Lamb and Lamb* (1979), 25 O.R. (2^e) 23 (Co. Ct.), p. 27, où le juge Scott, de la Cour de comté, comparant ce qui est maintenant l'art. 27(1) du *Pension Benefits Act* et ce qui est maintenant l'art. 12(1) du *Ontario Municipal Employees Retirement System Act*, déclare que bien que «la formulation (des deux lois) ne soit pas totalement identique», «la phraseologie et l'intention (en) sont très semblables».

¹⁸⁴ Il convient toutefois de souligner que les dispositions relatives à l'insaisissabilité tombent dans les deux genres décrits ci-dessus.

¹⁸⁵ Rapport de la Commission, *supra*, note 1, p. 104.

that a support creditor could wish to garnish moneys payable to a pensioner under the other pension statutes?

An answer to this question has been advanced in the Ontario case of *Re Lamb and Lamb*.¹⁸⁶ In that case, Scott, Co. Ct. J., considered whether what is now section 27(2) of the *Pension Benefits Act* — which creates an exception to the exemption provisions in favour of the *Family Law Reform Act* support creditors — was applicable to a pension created under the *Ontario Municipal Employees Retirement Systems Act*, which, at that time, did not contain a similar exception (now provided for in section 12(2) of the latter Act, reproduced above). Lengthy consideration was given to the issue whether there was a conflict between the more general *Pension Benefits Act* and the more specific *Ontario Municipal Employees Retirement System Act*, particularly in view of what is now section 1(3) of the *Pension Benefits Act*. Section 1(3) provides as follows:

1.-(3) In the event of conflict between any provision of this Act and any provision of any other Act, the provision of this Act prevails.

Scott, Co. Ct. J., held that there was a conflict between the two Acts — a conflict that must be resolved, in view of section 1(3), in favour of an interpretation of section 27(2) that would make that provision applicable to the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act*. As a result, a creditor of a pensioner under that Act could garnish, attach or seize the pensioner's interest in the fund and pension plan where the creditor had an order for support under the *Family Law Reform Act*.

The assumption of conflict, inconsistency, or repugnancy is founded on the premise that the *Pension Benefits Act* is a broad Act applicable to all pensions in Ontario. Therefore, an exception for certain support creditors created by that Act must, in light of section 1(3), prevail over any other pension provisions that do not incorporate such an exception. In this connection, it should be noted — although Scott, Co. Ct. J., did not refer to it — that "pension plan" is defined in section 1(1)(h) of the *Pension Benefits Act* to mean "a superannuation or pension fund or plan organized and administered to provide a pension benefit for employees". The definition of "pension plan", in other words, is very general, and is not restricted to those plans required to be registered under, and comply with the provisions of, the *Pension Benefits Act*.

However, at first blush, the other pension statutes — that is, Acts other than the *Pension Benefits Act* — seem to establish a comprehensive regime designed to deal with the pensions to which they apply. If Scott, Co. Ct. J., were correct, there might well be an implied repeal of those provisions in the other Act that are inconsistent with the *Pension Benefits Act*. This interpretation would seem to belie the very purpose of the more specific pension statutes. In fact, it seems much more likely that the *Pension Benefits Act* was enacted to deal with the growing number of "private" pension plans for which no specific comprehensive legislation existed.

On the other hand, the 1979 enactment of what is now section 12(2) of the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* may perhaps have been the result of caution on the part of the Ministry administering that Act. The 1979 amendment and the litigation in *Re Lamb and Lamb* were contemporaneous events, and it may well have been with this pending case in mind that an attempt was made to make the Ministry's position clear. This view would, in fact, help to explain the 1978 enactment of what is now section 27(2) of the *Pension Benefits Act*: it is not unreasonable to assume that the latter enactment in but one pension statute reflected the belief that the *Pension Benefits Act* did in fact apply to all pensions in Ontario (a belief subsequently given legitimacy in *Re Lamb and Lamb*). Accordingly, on this assumption, it would have been unnecessary to effect

Benefits Act —, contiennent cette importante exception. Le législateur ne croit-il pas que le créancier d'une pension alimentaire puisse vouloir saisir des sommes payables à un retraité en vertu des autres lois sur la retraite?

Une réponse à cette question a été proposée dans l'affaire *Re Lamb and Lamb*¹⁸⁶, en Ontario. Le juge Scott de la Cour de comté s'y demandait si ce qui est maintenant l'article 27(2) du *Pension Benefits Act* — qui crée une exception à l'exemption en faveur du créancier d'une pension alimentaire en vertu du *Family Law Reform Act* —, était applicable à une pension de retraite constituée sous le régime du *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* qui, à l'époque, ne contenait pas d'exception semblable (aujourd'hui prévue à l'article 12(2) de cette dernière loi, reproduit ci-dessus). On y étudie longuement la question de savoir s'il y a un conflit entre le *Pension Benefits Act*, de portée plus générale, et le plus spécifique *Ontario Municipal Employees Retirement System Act*, compte tenu, notamment, de ce qui est maintenant l'article 1(3) du *Pension Benefits Act* dont voici le texte:

1.(3) Les dispositions de la présente loi ont préséance, en cas de conflit avec celles de toute autre loi.

Le juge Scott de la Cour de comté a statué qu'il y avait conflit entre les deux lois, conflit qu'il fallait résoudre, compte tenu de l'article 1(3), par une interprétation de l'article 27(2) qui rend celui-ci applicable au *Ontario Municipal Employees Retirement System Act*. Par conséquent, le créancier d'un rentier en vertu de cette loi pourrait obtenir la saisie-arrêt ou la saisie-exécution de l'intérêt du rentier dans la caisse et le régime de retraite s'il y avait une ordonnance de pension alimentaire en vertu du *Family Law Reform Act*.

L'idée d'un conflit, d'une incompatibilité ou d'une contradiction est fondée sur le postulat que le *Pension Benefits Act* est une loi de portée générale applicable à tous les régimes de retraite en Ontario. Donc, si cette loi établissait une exception en faveur de certains créanciers de pension alimentaire, cette exception devrait, à la lumière de l'article 1(3), avoir préséance sur toutes autres dispositions en matière de pension qui ne comporteraient pas une telle exception. A ce propos, il convient de noter, — bien que le juge Scott, de la Cour de comté n'y ait pas fait allusion —, qu'à l'article 1(1)(h) du *Pension Benefits Act*, on trouve, de l'expression «régime de retraite» («*pension plan*»), la définition suivante: «une caisse ou un régime de pension de retraite ou de pension mis sur pied et administré pour assurer des prestations de retraite aux employés». En d'autres termes, cette définition de «régime de retraite» est très générale et ne se limite pas aux régimes qui doivent être enregistrés en vertu du *Pension Benefits Act* et être conformes aux dispositions de cette loi.

Pourtant, de prime abord, les autres lois relatives à la retraite, — c'est-à-dire autres que le *Pension Benefits Act* —, semblent établir un régime juridique global pour régir les régimes de retraite auxquels elles s'appliquent. Si le juge Scott avait raison, il pourrait bien y avoir abrogation implicite des dispositions de l'autre loi qui sont incompatibles avec le *Pension Benefits Act*. Une telle interprétation contredirait le but même des lois plus spécifiques sur la retraite. A vrai dire, il est beaucoup plus vraisemblable que le *Pension Benefits Act* ait été édicté pour régir le nombre croissant de régimes «privés» de retraite pour lesquels aucune loi spécifique d'ensemble n'existait.

Par contre, l'adoption, en 1979, de ce qui est aujourd'hui l'article 12(2) du *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* a pu être un acte de prudence de la part du ministère responsable de l'application de cette loi. Cette modification de 1979 et le litige de *Re Lamb and Lamb* sont survenus en même temps; c'est donc peut-être avec cette affaire à l'esprit que le ministère a voulu tirer sa position au clair. Cette version des faits expliquerait l'adoption, en 1978, de ce qui est maintenant l'article 27(2) du *Pension Benefits Act*: on peut en effet justifier l'insertion de cet article dans une seule des lois régissant la retraite par le fait que, pour le législateur, le *Pension Benefits Act* s'appliquait en réalité à tous les régimes de retraite de l'Ontario (opinion subséquemment consacrée dans *Re Lamb and Lamb*). En se fondant sur ce postulat, il aurait donc été inutile d'apporter des

¹⁸⁶ *Supra*, note 182.

¹⁸⁶ *Supra*, note 182.

changes like section 27(2) in any statute other than the ostensibly comprehensive *Pension Benefits Act*. However, when the litigation in *Re Lam Employees Retirement System Act*, which was in the process of amendment at that time, likely thought that the matter should be placed beyond all peradventure.

Whether the preceding rationale for the 1979 amendment to only one pension Act — and, indeed, for the 1978 amendment to the *Pension Benefits Act* — is correct, *Re Lamb and Lamb* would seem to settle the issue — or one aspect of the issue — for the time being. As a result, creditors who have in their favour a support order under the *Family Law Reform Act* would at least seem to be able to garnish or attach "moneys payable" under any of the pension statutes discussed above.¹⁸⁷

It bears mentioning that the exception in the two statutes noted above is only in respect of "moneys payable"; a support creditor still could not attempt to seize and sell the interest of the pensioner-debtor in the applicable pension plan or fund. However, this restriction — if, indeed, it was deliberate — seems reasonable. As the Ontario Law Reform Commission said, "[t]o permit exigibility of an interest in a pension plan, however limited or contingent at the time of seizure, would serve ultimately to destroy or at least diminish the very source of future economic well-being".¹⁸⁸ The Legislature obviously sought to effect a compromise between the interests of pensioners in attempting to preserve a critical asset and the interests of support creditors, who have been singled out for special protection in this and other instances. To destroy the whole plan — assuming that the interest of the pensioner is indeed marketable — was clearly considered to be a more Draconian move than to permit a support creditor to reap some of the existing benefits when payable. In the latter case, once the support creditor is satisfied, the pension is at least preserved for the pensioner.

Moreover, given the general nonassignability of a debtor's interest in a plan or fund, it is not likely that the Legislature intended to permit seizure, and then sale to a third party, for to countenance such an enforcement measure would substantially alter the foundations of existing pension legislation: as a general proposition, such legislation demands a direct connection between the contributor and his employment status (which in turn permits or requires contributions to the applicable pension plan).

Before leaving the provisions of the *Pension Benefits Act* and the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act*, reference should be made to the status of creditors who have in their favour an order for maintenance under the *Divorce Act*.¹⁸⁹ In *Seymour v. Seymour*,¹⁹⁰ the Court was faced with the issue whether a pension or pension benefit to which the *Pension Benefits Act* applied could be attached or garnished to enforce a maintenance order under the *Divorce Act* — that is, whether section 27(2) of the *Pension Benefits Act* applied to such an order. In the provincial court (family division), the Court answered the question in the affirmative,¹⁹¹ stating that, despite the language of section 27(2), the Legislature did not intend

changements tels l'insertion de l'article 27(2) à toute loi autre que le *Pension Benefits Act*, de portée manifestement générale. Cependant, lorsque l'affaire *Lamb and Lamb* est survenue, il se peut que le ministre responsable de l'application du *Ontario Municipal Employees Retirement System Act*, alors en cours de modification, ait voulu placer la question hors de tout doute.

Que cette explication de l'amendement, en 1979, d'une seule loi sur la retraite — et, à vrai dire, de l'amendement, en 1978, du *Pension Benefits Act* —, soit juste ou non, l'affaire *Lamb and Lamb* semble avoir réglé le problème, ou du moins un aspect de celui-ci, pour l'instant. Cela a eu pour résultat que les créanciers porteurs d'une ordonnance de pension alimentaire en vertu du *Family Law Reform Act* devraient au moins pouvoir saisir les "sommés payables" en vertu des lois sur la retraite que nous venons d'étudier¹⁸⁷.

Il faut retenir que l'exception que l'on trouve dans les deux lois mentionnées ci-dessus n'a trait qu'aux «sommés payables»; le créancier d'une pension alimentaire ne pourrait pas encore tenter de faire saisir et vendre l'intérêt que le débiteur-rentier possède dans le régime ou la caisse de retraite pertinent. Mais cette restriction, si tant est qu'elle ait été délibérée, semble raisonnable. Comme l'expliquait la Commission de réforme du droit de l'Ontario, «permettre la saisie d'un intérêt dans un régime de retraite, si limité ou conditionnel qu'il soit au moment de la saisie, conduirait finalement à détruire ou du moins à diminuer la source même du bien-être économique futur¹⁸⁸. Le législateur a de toute évidence cherché un compromis entre les intérêts des rentiers en tentant de préserver un capital précieux, et les intérêts des créanciers d'une pension alimentaire à qui on a voulu accorder une protection spéciale dans ce cas et dans certains autres. La destruction de tout le régime — à supposer que l'intérêt du rentier soit réalisable —, a évidemment paru plus draconienne que de permettre au créancier d'une pension de recueillir une partie des bénéfices existants, lorsqu'ils sont échus. Dans ce dernier cas, après que le créancier de la pension alimentaire a obtenu satisfaction, le rentier conserve au moins sa rente.

En outre, étant donné l'insaisissabilité générale de l'intérêt d'un débiteur dans un régime ou une caisse de retraite, il est peu vraisemblable que le législateur ait eu l'intention de permettre la saisie puis la vente à un tiers, car autoriser une telle mesure d'exécution, ce serait modifier en profondeur les fondements de l'actuelle législation sur les régimes de retraite; cette législation, en général, exige un lien direct entre le cotisant et son statut d'employé (en vertu duquel ses cotisations au régime de retraite en cause sont permises ou exigées).

Avant de laisser les dispositions du *Pension Benefits Act* et du *Ontario Municipal Employees Retirement System Act*, il faudrait parler du statut des créanciers qui bénéficient d'une ordonnance de pension alimentaire (*maintenance*) en vertu de la *Loi sur le divorce*¹⁸⁹. Dans *Seymour c. Seymour*¹⁹⁰ le tribunal devait décider si une rente ou prestation de retraite à laquelle s'appliquait le *Pension Benefits Act* pouvait être saisie en exécution d'une ordonnance de pension alimentaire (*maintenance*) rendue en vertu de la *Loi sur le divorce*, c'est-à-dire si l'article 27(2) du *Pension Benefits Act* s'appliquait à une telle ordonnance. En Cour provinciale (division de la famille), on a répondu à la question par l'affirmative¹⁹¹, déclarant qu'en dépit du

¹⁸⁷ *Re Lamb and Lamb* has been cited and approved, although by way of obiter dicta, in *Seymour v. Seymour*, unreported (March 26, 1982, Ont. Co. Ct.). In the latter case — which will be considered *infra* — Conant, Co. Ct. J., stated that "[i]t is very clear ... that if there were an order for support under *The Family Law Reform Act* the amendment to *The Pension Benefits Act* would allow attachment of this pension pursuant to Section 30(1) of *The Family Law Reform Act* 1980 R.S.O. c. 152 despite the absence of a similar change in *The Public Service Superannuation Act* ...".

¹⁸⁸ Commission Report, *supra*, note 1, at 104.

¹⁸⁹ R.S.C. 1970, c. D-8.

¹⁹⁰ *Supra*, note 187.

¹⁹¹ (1981), 33 O.R. (2d) 347, 23 R.F.L. (2d) 357 (Prov. Ct. (F.D.)) (subsequent references are to 33 O.R. (2d)).

¹⁸⁷ *Re Lamb and Lamb* a été citée et confirmée, quoique par voie d'opinion incidente, dans *Seymour c. Seymour*, non rapportée (26 mars 1982, C. c. O.). Dans cette dernière affaire — que nous étudierons ci-après —, le juge Conant de la Cour de comté a déclaré qu'il «est clair... que s'il y avait ordonnance de pension alimentaire en vertu du *Family Law Reform Act*, la modification au *Pension Benefits Act* permettrait la saisie de cette rente en vertu de l'article 30(1) du *Family Law Reform Act*, 1980 R.S.O. c. 152, en dépit de l'absence d'une modification semblable dans le *Public Service Superannuation Act*...»

¹⁸⁸ Rapport de la Commission, *supra*, note 1, p. 104

¹⁸⁹ S.R.C. 1970, c. D-8

¹⁹⁰ *Supra*, note 187.

¹⁹¹ (1981), 33 O.R. (2^e) 347, 23 R.F.L. (2^e) 357 (Prov. Ct. (F.F.)); les renvois suivants sont au 33 O.R. (2^e).

to enable the beneficiary of an order under the *Family Law Reform Act* to have an advantage over the beneficiary of an order under the *Divorce Act*. Wilkins, Prov. Ct. J., stated as follows:¹⁹²

What is the object of the *Family Law Reform Act, 1978*? What was the purpose of s. 85 removing the exemptions provided in the *Pension Benefits Act*? It was to allow a family support order to be enforceable against a pension to which that Act applied. Can there be any conceivable distinction to be drawn in statutory intent between an order for support under the *Family Law Reform Act, 1978* and one under the *Divorce Act, R.S.C. 1970, c. D-8, as amended*? I can think of none. I cannot imagine that it was intended to enable the beneficiary of an order under the *Family Law Reform Act, 1978* to have some kind of enforcement advantage over the beneficiary of an order under the *Divorce Act*. Section 27 [am. 1979, c. 96, s. 1] of the *Family Law Reform Act, 1978* draws no such distinction, nor was one intended, in my opinion, by s. 85. If there were a single argument or a shred of reason why a differentiation could have been intended I would be bound to construe these unambiguous words literally. I can only conclude that the words chosen by the Legislature were not consistent with their intent.

On appeal, Conant, Co. Ct. J., overturned the decision of the provincial court (family division), citing *Coomber v. Coomber*¹⁹³ in support of his view. In that case, the Court held that an enforcement order made under the *Family Law Reform Act* did not convert the *Divorce Act* order into an "order for support under the *Family Law Reform Act*", to which reference is made in section 27(2). Conant, Co. Ct. J., concluded that "[t]he words in *The Pension Benefits Act* ... are clear and unambiguous", and do not favour the maintenance creditor's position, "although there may have been a commendable intent of the Legislature to allow enforcement of support orders of all kinds by attachment of pensions ...".¹⁹⁴ While supportable as a matter of law, the results are self-evidently harsh. It remains to be seen whether the anomaly represented by the *Seymour* decision will be corrected.

Without canvassing the law in other Canadian jurisdictions respecting the status of support and maintenance creditors *vis-à-vis* pension rights and benefits, mention should be made of a recent amendment to the Saskatchewan *Pension Benefits Act*.¹⁹⁵ Section 19 of the Act now reads as follows:

19-(1) Subject to subsection (2), moneys payable under a pension plan shall not be assigned, charged, attached, anticipated or given as security and are exempt from execution and seizure, and any transaction purporting to assign, charge, attach, anticipate or give as security any such moneys is void.

(2) Nothing in this Act applies to an order or an interspousal contract made under *The Matrimonial Property Act*.

Leaving aside the now apparent narrowness of subsection (2) — if the principle enunciated in *Seymour* applies in Saskatchewan, subsection (2) cannot assist *Divorce Act* maintenance creditors — it seems that, in at least one respect, the provision is broader than the two analogous Ontario provisions: in an "interspousal contract made under *The Matrimonial Property Act*", spouses apparently can validly

libellé de l'article 27(2), le législateur n'avait pas eu l'intention de conférer au bénéficiaire d'une ordonnance (*support*) en vertu du *Family Law Reform Act* un avantage par rapport au bénéficiaire d'une ordonnance (*maintenance*) en vertu de la *Loi sur le divorce*. Le juge Wilkins de la Cour provinciale s'est exprimé en ces termes¹⁹²:

Quel est le but du *Family Law Reform Act* de 1978? Pourquoi l'article 85 supprime-t-il les exemptions prévues au *Pension Benefits Act*? Pour permettre l'exécution d'une ordonnance de pension alimentaire (*support*) contre une rente à laquelle cette loi s'applique. Peut-on concevoir une distinction dans le but de la loi entre une ordonnance de pension alimentaire (*support*) en vertu du *Family Law Reform Act* de 1978 et une autre (*maintenance*) en vertu de la *Loi sur le divorce*, S.R.C. 1970, c. D-8? Aucune ne me vient à l'esprit. Je ne peux imaginer que l'on ait voulu conférer au bénéficiaire d'une ordonnance (*support*) en vertu du *Family Law Reform Act* de 1978 un genre d'avantage, en matière d'exécution, par rapport au bénéficiaire d'une ordonnance (*maintenance*) en vertu de la *Loi sur le divorce*. L'article 27 (mod. 1979, c. 96 a. 1) du *Family Law Reform Act, 1978* n'établit aucune distinction de cette nature et, à mon avis, l'article 85 n'était pas destiné à en établir une non plus. S'il y avait un seul argument ou l'ombre d'un motif pour lequel on aurait pu vouloir établir une distinction, je serais tenu d'interpréter littéralement ces mots non ambigus. Je ne puis que conclure que les mots choisis par le législateur n'étaient pas conformes à son intention.

En appel, le juge Conant de la Cour de comté infirma le jugement de la Cour provinciale (Division de la famille), citant *Coomber c. Coomber*¹⁹³ à l'appui de son opinion. Dans cette affaire, le tribunal avait jugé qu'une ordonnance d'exécution rendue en vertu du *Family Law Reform Act* ne transformait pas une ordonnance rendue en vertu de la *Loi sur le divorce* en une «ordonnance de pension alimentaire en vertu du *Family Law Reform Act* à laquelle renvoie l'article 27(2)». Le juge Conant de la Cour de comté concluait que «les termes du *Pension Benefits Act*... sont clairs et sans ambiguïté», et ne favorisait pas la position du créancier d'une pension alimentaire (*maintenance*) «bien que le législateur ait pu avoir la louable intention de permettre l'exécution des ordonnances de pension alimentaire de toutes natures par la saisie des rentes...»¹⁹⁴ Bien que défendable en droit, cette décision a des conséquences manifestement très dures. Reste à voir si l'anomalie que constitue le jugement de l'affaire *Seymour* sera corrigée.

Sans faire le relevé du droit, dans les autres provinces canadiennes, régissant le statut des créanciers de pensions alimentaires (*support* ou *maintenance*) par rapport aux droits et prestations de retraite de leurs débiteurs, il faut mentionner ici un amendement récent du *Pension Benefits Act*¹⁹⁵ de la Saskatchewan dont voici l'article 19:

19.(1) Sous réserve du paragraphe (2), les sommes payables en vertu d'un régime de retraite ne peuvent être cédées, grevées, saisies, utilisées par anticipation ni cédées en garantie et sont insaisissables, et toute opération visant ces buts est nulle.

(2) La présente loi ne s'applique en rien à une ordonnance ou à un contrat entre conjoints établis en vertu du *Matrimonial Property Act*.

Si nous laissons de côté ce qui nous paraît maintenant l'étroite portée du paragraphe (2) — si le principe énoncé dans *Seymour* s'applique en Saskatchewan, le paragraphe (2) ne peut être d'aucune aide aux créanciers d'une pension alimentaire en vertu de la *Loi sur le divorce* —, il semble que sur un point au moins, cette disposition ait une portée plus large que celle des deux dispositions

¹⁹² *Ibid.*, at 349.

¹⁹³ (1981), 21 R.F.L. (2d) 382 (Ont. Co. Ct.).

¹⁹⁴ *Supra*, note 187, at 7-8.

¹⁹⁵ R.S.S. 1978, c. P-6, as amended by S.S. 1979-80, c. 65, s. 9.

¹⁹² *Ibid.*, p. 349.

¹⁹³ (1981), 21 R.F.L. (2^e) 382 (Ont. Co. Ct.).

¹⁹⁴ *Supra*, note 187, pp. 7-8.

¹⁹⁵ R.S.S. 1978, c. P-6, modifié par S.S. 1979-1980, c. 65, a. 9.

agree to assign, charge, attach, anticipate or give as security any moneys payable under a pension plan, and may agree to permit "execution and seizure". However, it is not entirely clear the extent to which subsection (2) permits spouses to agree to do any of the things prohibited by subsection (1). For example, was it intended that, in enforcing or as part of the support provisions of an interspousal contract, the spouses could agree that one spouse should assign the moneys payable to the other spouse, but not, however, to some third party whom the other spouse might wish to aid? Precisely what is the nexus, then, between the activities permitted by subsection (2) and the persons who may benefit from such activities? While the question may be more easily answerable with respect to "execution and seizure" — it is less likely that some third party can be involved here — the provision respecting assignment is more ambiguous, although it is certainly reasonable to assume that the implicit reference in the subsection is to activities permitted as between the two spouses alone.¹⁹⁶

(c) Garnishment of Pension Benefits

While, at common law, certain pension benefits were subject to garnishment,¹⁹⁷ today, these benefits for the most part are by statute exempt from garnishment. As we have seen, the language used in the pension statutes is not uniform. For example, section 27 of the *Ontario Pension Benefits Act*¹⁹⁸ represents one model. Similar provisions may be found in a number of statutes of more limited application. Another model is represented by section 12 of the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act*.¹⁹⁹ Somewhat different language is to be found in the *Public Service Superannuation Act*²⁰⁰ and the *Teachers' Superannuation Act*,²⁰¹ neither of which contains a provision along the lines of section 27(2) of the *Public Benefits Act* or section 12(2) of the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act*.

When considering the exigibility of an interest in a pension plan or fund, we expressed the view that the reasons for the discrepancies in language, and perhaps scope, of the abovementioned pension benefits legislation are less than readily apparent. The same view applies to the garnishment provisions. Why should a refund out of a pension fund be made expressly immune from garnishment under the *Public Service Superannuation Act*, but not under the other legislation?

What, then, is the general effect on the remedy of garnishment of the legislation noted above? Insofar as the pensioner's interest in the

analogues des lois ontariennes: lorsqu'il s'agit d'un «contrat entre conjoints établi en vertu du *Matrimonial Property Act*», les conjoints pourraient valablement consentir à céder, grever, saisir, utiliser par anticipation ou donner en garantie des sommes payables en vertu d'un régime de retraite et consentir à leur «saisie-exécution». Cependant, il n'est pas parfaitement clair dans quelle mesure le paragraphe (2) permet aux conjoints d'accomplir les actes interdits par le paragraphe (1). Par exemple, le législateur aurait-il voulu que dans l'exécution ou dans le cadre des dispositions d'une pension alimentaire en vertu d'un contrat entre conjoints, ceux-ci puissent consentir à ce que l'un d'eux cède des sommes payables à l'autre mais non, cependant, à un tiers que l'autre voudrait aider? Quel est alors exactement le lien entre les activités permises par le paragraphe (2) et les personnes qui peuvent en profiter? S'il est plus facile de répondre à la question lorsqu'il s'agit de «saisie-exécution» — il est moins vraisemblable qu'un tiers soit en cause ici —, les dispositions relatives à la cession sont plus ambiguës, bien qu'il soit simplement raisonnable de supposer que le paragraphe se rapporte implicitement aux activités permises entre les deux conjoints seuls.¹⁹⁶

c) La saisie des prestations de retraite

Bien qu'en *common law* certaines prestations de retraite soient saisissables¹⁹⁷, la loi met aujourd'hui la plupart de ces prestations à l'abri de la saisie. Comme nous l'avons vu, les lois sur la retraite n'utilisent pas toute la même terminologie. Ainsi, l'article 27 du *Pension Benefits Act*¹⁹⁸ de l'Ontario constitue un modèle. On relève des dispositions semblables dans un certain nombre de lois de portée plus restreinte. On trouve un autre modèle en l'article 12 du *Ontario Municipal Employees Retirement System Act*¹⁹⁹. La formulation est légèrement différente dans le *Public Service Superannuation Act*²⁰⁰ et le *Teachers' Superannuation Act*²⁰¹, ni l'un ni l'autre ne contenant de dispositions semblables à l'article 27(2) du *Public Benefits Act* ou à l'article 12(2) du **Ontario Municipal Employees Retirement System Act*.

Lorsque nous avons étudié la saisissabilité d'un intérêt dans un régime ou une caisse de retraite, nous avons exprimé l'avis que les motifs des divergences dans la formulation et peut-être dans la portée des lois ci-dessus relatives aux prestations de retraite étaient loin de sauter aux yeux. On peut en dire autant des dispositions relatives à la saisie-arrêt. Pourquoi le remboursement provenant d'une caisse de retraite serait-il déclaré expressément insaisissable en vertu du *Public Service Superannuation Act* mais non en vertu des autres lois?

Quel est alors l'effet général, sur le recours en saisie-arrêt, de la législation que nous venons d'étudier? Pour ce qui est de l'intérêt

¹⁹⁶ It should also be noted that s. 19(2) begins with the phrase "Nothing in this Act", rather than, for example, "Subsection (1) does not apply to", the language used in Ontario. In connection with this difference, it should be borne in mind that s. (2) refers to "an order ... made under *The Matrimonial Property Act*", and not merely a support order. In Ontario, the analogous provisions refer only to orders for support under the *Family Law Reform Act*. Accordingly, in this respect, too, the Saskatchewan provisions appear wider in scope than its Ontario counterparts.

¹⁹⁷ At common law, a distinction was drawn between benefits payable for past services and "half-pay" pension benefits, the latter being payable to a person liable to be called upon to serve his country: see *Willcock v. Terrell* (1878), 3 Ex. D. 323 (C.A.) and *Dent v. D.* (1867), L.R. 1 P.D. 366.

¹⁹⁸ R.S.O. 1980, c. 373. Reference should also be made to s. 20(1)(b) of the Act, which provides that plans registered under the Act must provide that "pension benefits ... are not capable of assignment or alienation". It has been held that the nonassignability of a pension itself is sufficient to prevent garnishment, leaving aside the prohibition in s. 27: see *Bonus Finance Ltd. v. Smith*, [1971] 3 O.R. 732 (H.C.J.) and *Lucas v. Harris* (1887), 18 Q.B.D. 127 (C.A.).

¹⁹⁹ R.S.O. 1980, c. 348.

²⁰⁰ R.S.O. 1980, c. 419, s. 34(1).

²⁰¹ R.S.O. 1980, c. 494, s. 51.

¹⁹⁶ Il faut aussi noter que l'article 19(2) commence par les mots «*Nothing in this Act*» plutôt que, par exemple, «*Subsection (1) does not apply to*» (Le paragraphe (1) ne s'applique pas à...) qui est la tournure employée en Ontario. A propos de cette différence, il faut se rappeler que le par. (2) se rapporte à «une ordonnance... établie en vertu du *Matrimonial Property Act*» et non simplement à une ordonnance de pension alimentaire. En Ontario, les dispositions analogues ne se rapportent qu'aux ordonnances de pension alimentaire en vertu du *Family Law Reform Act*. Par conséquent, à cet égard aussi, les dispositions de la loi de la Saskatchewan paraissent de portée plus vaste que les lois correspondantes de l'Ontario.

¹⁹⁷ En *common law*, on a établi une distinction entre les prestations payables pour services passés et les prestations de retraite «demi-soldé» payables à un éventuel conscrit: voir *Willcock c. Terrell* (1878), 3 Ex. D. 323 (C.A.) et *Dent c. D.* (1867), L.R. 1 P.D. 366.

¹⁹⁸ R.S.O. 1980, c. 373. Il faut aussi mentionner l'art. 20(1)(b) de la loi selon lequel les régimes enregistrés conformément à la loi doivent stipuler que «les prestations de retraite... sont insaisissables ou incessibles». Il a été statué que l'incessibilité de la rente elle-même suffit à empêcher sa saisie, indépendamment de l'interdiction de l'art. 27: voir *Bonus Finance Ltd. c. Smith*, (1971) 3 O.R. 732 (H.C.J.) et *Lucas c. Harris* (1887), 18 Q.B.D. 127 (C.A.).

¹⁹⁹ R.S.O. 1980, c. 348.

²⁰⁰ R.S.O. 1980, c. 419, a. 34(1).

²⁰¹ R.S.O. 1980, c. 494, a. 51.

corpus of a plan is concerned, the legislation would clearly seem to preclude the use of the garnishment remedy to reach it.²⁰² Similarly, most payments required to be made out of the funds covered by the pension legislation would also be exempt from garnishment.²⁰³

In the case of the *Pension Benefits Act* and the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act*, the aforementioned scheme is subject to the exception to be found in sections 27(2) and 12(2), respectively. These provisions, although in force for only a short period of time,²⁰⁴ have, as we have seen,²⁰⁵ been the subject of important litigation.

In *Re Lamb and Lamb*,²⁰⁶ Scott, Co. Ct. J., was concerned with the relationship between what is now section 27(2) of the *Ontario Pension Benefits Act* and section 12(1) of the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* — section 12(2) had not yet been enacted. After a lengthy analysis of the relevant principles of statutory interpretation, Scott, Co. Ct. J., concluded that section 12(1) was repealed to the extent necessary to give force to section 27(2).

While the controversy regarding the applicability of section 27(2) of the *Pension Benefits Act* to the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* is now academic because of the enactment of section 12(2) of the latter statute in 1979, *Re Lamb and Lamb* would seem to be relevant to the garnishment by a support creditor of benefits payable under the *Public Service Superannuation Act* and the *Teachers' Superannuation Act*.²⁰⁷ Neither of these two Acts contains a provision similar to section 27(2) of the *Pension Benefits Act*. Yet, the result in *Re Lamb and Lamb* would suggest that a support creditor, nevertheless, could garnish any benefits payable out of the public service superannuation fund or the teachers' superannuation fund.

The scope of what is now section 27(2) of the *Ontario Pension Benefits Act* was also tested in the recent case of *Seymour v. Seymour*,²⁰⁸ discussed earlier. In *Seymour*, the creditor sought to enforce an order for maintenance under the *Divorce Act*²⁰⁹ against the pension payable by the Ontario Public Service Superannuation Board to her former husband. Wilkins, Prov. Ct. J., relying on *Re Lamb and Lamb*, stated that, if the order sought to be enforced had been a support order granted pursuant to the *Family Law Reform Act*,²¹⁰ "the exemption from seizure is removed [by section 27(2) of the *Pension Benefits Act*], despite the absence of a similar change in the *Public Service Superannuation Act*".²¹¹ In this case, however, the order sought to be enforced was a maintenance order, not a support order. Was section 27(2) intended to apply to both types of order? Wilkins, Prov. Ct. J., answered this question in the affirmative.²¹²

²⁰² For a more detailed discussion of this point, see Commission Report, *supra*, note 1, at 180-81.

²⁰³ In the case of payments made to someone other than the pension contributor, see discussion *infra*, this sec. See *Bonus Finance Ltd. v. Smith*, *supra*, note 198, respecting the nongarnishability of pension benefits, leaving aside s. 27 of the *Pension Benefits Act*.

²⁰⁴ See *supra*, notes 175 and 178.

²⁰⁵ See *supra*, sec. 4(b).

²⁰⁶ *Supra*, note 182.

²⁰⁷ Scott Co. Ct. J. noted that his decision concerning the applicability of what is now s. 27(2) of the *Pension Benefits Act* could be applied by analogy to the *Public Service Superannuation Act* and the *Teachers' Superannuation Act*: see *Re Lamb and Lamb*, *supra*, note 182, at 25-27.

²⁰⁸ *Supra*, note 187.

²⁰⁹ R.S.C. 1970, c. D-8.

²¹⁰ R.S.O. 1980, c. 152.

²¹¹ *Supra*, note 191, at 349.

²¹² *Ibid.*

que possède un rentier dans l'ensemble d'un régime, la loi semble clairement exclure le recours à la saisie-arrêt pour le récupérer²⁰². De même, la plupart des paiements devant être effectués sur les fonds visés par la législation régissant la retraite seraient également à l'abri de la saisie-arrêt²⁰³.

Dans le cas du *Pension Benefits Act* et du *Ontario Municipal Employees Retirement System Act*, les dispositions ci-dessus sont assujetties à l'exception que l'on trouve aux articles 27(2) et 12(2) respectivement. Bien qu'en vigueur depuis peu²⁰⁴, ces articles, comme nous l'avons vu²⁰⁵, ont fait l'objet d'importants procès.

Dans *Re Lamb and Lamb*²⁰⁶, le juge Scott de la Cour de comté traitait de la relation entre ce qui est maintenant l'article 27(2) du *Pension Benefits Act* de l'Ontario et l'article 12(1) du *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* — l'article 12(2) n'avait pas encore été édicté. Après avoir analysé longuement les principes pertinents de l'interprétation des lois, le juge Scott concluait que l'article 12(1) était abrogé dans la mesure nécessaire pour donner effet à l'article 27(2).

Bien que la controverse relative à l'applicabilité de l'article 27(2) du *Pension Benefits Act* au *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* ait perdu toute portée pratique depuis l'adoption de l'article 12(2) de cette dernière loi en 1979, l'arrêt *Re Lamb and Lamb* semblerait s'appliquer à la saisie-arrêt, par le créancier d'une pension alimentaire, des prestations payables en vertu du *Public Service Superannuation Act* et du *Teachers' Superannuation Act*²⁰⁷. Aucune de ces deux lois ne contient de disposition semblable à l'article 27(2) du *Pension Benefits Act*. Pourtant, le résultat de *Re Lamb and Lamb* laisserait croire que le créancier d'une pension alimentaire pourrait néanmoins obtenir saisie-arrêt des prestations payables sur la caisse de retraite de la fonction publique ou la caisse de retraite des enseignants.

La portée de ce qui est maintenant l'article 27(2) du *Pension Benefits Act* de l'Ontario a aussi été interprétée dans la récente affaire *Seymour c. Seymour*²⁰⁸ que nous avons déjà étudiée. Dans cette affaire, la créancière cherchait à faire appliquer une ordonnance de pension alimentaire rendue selon la *Loi sur le divorce*²⁰⁹ par saisie de la rente payable par le *Ontario Public Service Superannuation Board* (régie des rentes de retraite de la fonction publique de l'Ontario) à son ex-mari. Le juge Wilkins de la Cour provinciale, invoquant l'arrêt de *Re Lamb and Lamb*, déclara que si l'ordonnance qu'elle cherchait à faire exécuter avait été une ordonnance de pension alimentaire (*support*) rendue en vertu du *Family Law Reform Act*²¹⁰ "l'exemption de saisie serait abolie (par l'article 27(2) du *Pension Benefits Act*) en dépit de l'absence d'une modification semblable au *Public Service Superannuation Act*"²¹¹. Dans cette affaire, cependant, l'ordonnance de pension alimentaire que l'on voulait faire appliquer était un *maintenance order*, non un *support order*. L'article 27(2) devait-il s'appliquer aux deux genres d'ordonnances? Le juge Wilkins répondit par l'affirmative²¹².

²⁰² On trouvera une étude plus détaillée de cette question dans le Rapport de la Commission, *supra*, note 1, pp. 180-181.

²⁰³ Dans le cas de paiements effectués à une personne autre que le cotisant, voir ci-après dans cette même section. Voir *Bonus Finance c. Smith*, *supra*, note 198, quant à l'insaisissabilité des prestations de retraite, exception faite de l'art. 27 du *Pension Benefits Act*.

²⁰⁴ Voir *supra*, notes 175 et 178.

²⁰⁵ Voir *supra*, art. 4 b).

²⁰⁶ *Supra*, note 182.

²⁰⁷ Le juge Scott a fait observer que sa décision relative à l'applicabilité de l'actuel article 27(2) du *Pension Benefits Act* pouvait s'appliquer, par analogie, au *Public Service Superannuation Act* et au *Teachers' Superannuation Act*: voir *Re Lamb and Lamb*, *supra*, note 182, pp. 25-27.

²⁰⁸ *Supra*, note 187.

²⁰⁹ S.R.C. 1970, ch. D-8.

²¹⁰ R.S.O. 1980, ch. 152.

²¹¹ *Supra*, note 191, p. 349.

²¹² *Ibid.*

Despite this conclusion, Wilkins, Prov. Ct. J., refused to issue an attachment order under section 30(1) of the *Family Law Reform Act* — the continuing garnishment remedy available to support creditors — on the ground that the Minister of Government Services, responsible for the payment of pension benefits under the *Public Service Superannuation Act*, could not be said to be the defendant debtor's employer.²¹³

An attachment order is only available under section 30(1) in respect of "remuneration of the debtor" due or coming due from the debtor's "employer". However, His Honour Judge Wilkins went on to suggest that the maintenance creditor could use the garnishment remedy available under section 27 of the *Family Law Reform Act* to reach the maintenance debtor's pension benefits.²¹⁴

On appeal,²¹⁵ Conant, Co. Ct. J., citing *Coomber v. Coomber*,²¹⁶ disagreed with the conclusion of Wilkins, Prov. Ct. J., that section 27(2) of the *Pension Benefits Act* could be relied upon both by a maintenance creditor and a support creditor to reach "[m]oneys payable under a pension plan". He stated:²¹⁷

I therefore find that a pension under The Pension Benefits Act of Ontario cannot be attached to enforce a maintenance order under The Divorce Act. The words in The Pension Benefits Act, in my view, are clear and unambiguous, and, although there may have been a commendable intent of the Legislature to allow enforcement of support orders of all kinds by attachment of pensions, I can do no more than that which the law allows. Similarly, having found that under The Pension Benefits Act that attachment is unavailable in these circumstances, the reference by Judge Wilkins to an employee-employer type of relationship need not be canvassed. I therefore dismiss the appeal of Joan Seymour.

It is my view that the garnishment remedy set out in Section 27 of The Family Law Reform Act is likewise unavailable to a judgment creditor of an order for maintenance under The Divorce Act.

In *Perkins v. Perkins*²¹⁸ and *Everest v. Everest*,²¹⁹ the Court was concerned with the meaning of the words "moneys payable out of a pension plan" found in what is now, respectively, section 12(2) of the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* and section 27(2) of the *Pension Benefits Act*.

In *Perkins*, the husband-debtor, a member of OMERS, had terminated his employment. However, instead of electing to receive a refund of his contributions, he elected to receive a deferred pension payable at his normal retirement date, some eighteen years after the termination of his employment. The husband-debtor's counsel argued that, as a result of this election, his client had only a contingent interest and no moneys could be said to be payable at that time. His Honour Judge Kent rejected this argument on the ground that the funds in question were "in fact payable by the fund in a number of certain circumstances".²²⁰ He went on to characterize the husband-debtor's right as a "present legal enforceable right to claim

En dépit de cette conclusion, le juge Wilkins refusa de rendre une ordonnance de saisie en vertu de l'article 30(1) du *Family Law Reform Act* — qui est le recours de saisie continue dont jouit le créancier d'une pension alimentaire —, pour le motif que le ministre des Services gouvernementaux responsable du service des rentes de retraite en vertu du *Public Service Superannuation Act* ne pouvait être considéré comme l'employeur du débiteur défendeur.²¹³

Une ordonnance de saisie ne peut être rendue qu'en vertu de l'article 30(1) pour une «rémunération du débiteur» échue ou devenant échue de la part de son «employeur». Le juge Wilkins a cependant ajouté que le créancier de la pension alimentaire *maintenance* pouvait avoir recours à une saisie en vertu de l'article 27 du *Family Law Reform Act* pour mettre la main sur la rente de retraite du débiteur de la pension *maintenance*.²¹⁴

En appel²¹⁵, le juge Conant de la Cour de comté, citant *Coomber c. Coomber*²¹⁶, s'est dit en désaccord avec les conclusions du juge Wilkins selon lesquelles l'article 27(2) du *Pension Benefits Act* pouvait être invoqué tant par le créancier d'une pension alimentaire *maintenance* que *support* pour récupérer les «sommes payables en vertu d'un régime de retraite». Il a déclaré²¹⁷:

Je déclare donc qu'une rente de retraite servie en vertu du *Pension Benefits Act* de l'Ontario ne peut être saisie pour faire exécuter une ordonnance de pension alimentaire *maintenance* rendue en vertu de la *Loi sur le divorce*. A mon avis, les termes du *Pension Benefits Act* sont clairs et sans ambiguïté, et bien que le législateur ait pu avoir la louable intention de permettre l'exécution des ordonnances de pension alimentaire de tous genres au moyen de la saisie des rentes, je ne puis faire plus que ce que permet la loi. De même, comme il a été statué qu'en vertu du *Pension Benefits Act* on ne peut pas avoir recours à la saisie dans ces circonstances, il n'est pas nécessaire de reprendre la notion de relation d'employé à employeur dont parle le juge Wilkins. Je rejette donc l'appel de Joan Seymour.

Je suis d'avis que le recours en saisie énoncé à l'article 27 du *Family Law Reform Act* n'est pas non plus accessible au créancier judiciaire d'une ordonnance de pension alimentaire en vertu de la *Loi sur le divorce*.

Dans *Perkins c. Perkins*²¹⁸ et *Everest c. Everest*²¹⁹, le tribunal devait statuer sur le sens de l'expression «sommes payables en vertu d'un régime de retraite» que l'on relève respectivement dans les actuels articles 12(2) du *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* et 27(2) du *Pension Benefits Act*.

Dans *Perkins*, le mari-débiteur, membre du O.M.E.R.S. avait mis fin à son emploi. Cependant, au lieu de toucher un remboursement de ses cotisations, il avait choisi de recevoir une rente différée payable à la date normale de sa retraite, quelque dix-huit ans après la fin de son emploi. L'avocat du mari-débiteur fit valoir qu'à cause de ce choix, son client ne possédait qu'un intérêt éventuel et qu'on ne pouvait prétendre que quelque somme lui était alors due. Le juge Kent rejeta ce plaidoyer pour le motif que les fonds en cause étaient «en fait payables par la caisse dans des circonstances certaines²²⁰». Il décrit le droit du mari-débiteur comme «un droit actuel et exécutoire de réclamer un remboursement de ses contributions plus l'inté-

²¹³ Section 2 of that Act charges the Minister of Government Services with the responsibility for the administration of the Act.

²¹⁴ It should be noted that s. 27(3) of the *Family Law Reform Act*, R.S.O. 1980, c. 152, makes the Crown subject to an attachment of wages order, "and any other execution, garnishment or attachment or process in the nature thereof". Without this provision, garnishment could not issue against the Crown, and pension benefits payable by the Crown would be immune from enforcement: see, for example, *Re Young Estate*, [1955] O.W.N. 789 (C.A.), citing *C.N.R. v. Croteau*, [1925] S.C.R. 384.

²¹⁵ *Supra*, note 187.

²¹⁶ *Supra*, note 194, esp. at 385-86.

²¹⁷ *Supra*, note 187, at 7-8.

²¹⁸ Unreported (January 26, 1982, Ont. Prov. Ct. (F.D.)).

²¹⁹ Unreported (September 23, 1980, Ont. Prov. Ct. (F.D.)).

²²⁰ *Supra*, note 218, at 5.

²¹³ L'article 2 de cette loi confère au ministre des Services gouvernementaux la responsabilité de l'application de la loi.

²¹⁴ Il faut souligner que l'art. 27(3) du *Family Law Reform Act* R.S.O. 1980, ch. 152, assujettit la Couronne à une ordonnance de saisie de salaire «et à toute autre procédure d'exécution, de saisie ou autre procédure de même nature». Sans cette disposition, il ne pourrait y avoir de saisie contre la Couronne et les prestations de retraite payables par celle-ci seraient à l'abri de toute exécution: voir, par exemple, *Re Young Estate* (1955) O.W.N. 789 (C.A.), citant *C.N.R. c. Croteau*, (1925) R.C.S. 384.

²¹⁵ *Supra*, note 187.

²¹⁶ *Supra*, note 194, sp. pp. 385-386.

²¹⁷ *Supra*, note 187, pp. 7-8.

²¹⁸ Non rapportée (26 janvier 1982, C. prov. de l'Ont. (F.D.)).

²¹⁹ Non rapportée (23 septembre 1980, C. prov. de l'Ont. (F.D.)).

²²⁰ *Supra*, note 218, p. 5.

a refund of his contributions plus interest in appropriate circumstances at any time".²²¹ Accordingly, Kent, Prov. Ct. J., held that the applicant was entitled to an order securing her rights as against the pension paid. In addition, he granted an order for garnishment of the husband-debtor's contributions to the fund.

The Court came to a different result in *Everest*. In that case, unlike in *Perkins*, the husband-debtor, a contributor to the public service superannuation fund, had not yet terminated his employment with the government. Vogelsang, Prov. Ct. J., characterized the debtor's interest in the fund as "inchoate, although defeasible only on the happening of unusual or unlikely events. This notwithstanding, the monies standing to his credit remain in the Fund and are as unavailable to him now as they were when the garnishment was effected".²²² This interest, His Honour Judge Vogelsang found, did not come within the term "moneys payable out of a pension plan", words that, in their ordinary and grammatical sense, imply "a present capacity for payment, and [require] an interpretation which excludes monies accumulating by contribution and not actually receivable by the debtor".²²³

Is it clear from section 27(1) of the Ontario *Pension Benefits Act* that, no matter who is the recipient of moneys payable out of a pension plan, the funds are exempt from garnishment or attachment except in those circumstances outlined in subsection (2) of section 27? For example, assume that the employee making contributions to a pension plan designates his wife as his beneficiary. Will her creditors be prevented from garnishing any moneys payable to her under the terms of her husband's pension plan? Given the very broad and general language of section 27(1) of the *Pension Benefits Act*, the answer to this question would seem to be yes. There is no suggestion in section 27(1) that the exemption from garnishment applies only if the employee is entitled to receive the pension benefit. Under section 27(1), it would seem to be irrelevant whether the beneficiary named is the employee's wife or child or someone unrelated to the employee.

The same is not true in some of the other common law jurisdictions in Canada. For example, section 20 of the Prince Edward Island *Civil Service Superannuation Act*²²⁴ states that "[t]he interest of any employee in the fund under this Act and in any superannuation allowance granted under this Act, shall not be subject to garnishment, attachment, seizure or any other legal process ...".²²⁵ Section 43(1) of the Manitoba *Civil Service Superannuation Act*²²⁶ on the other hand, deals expressly with the exemption available to the contributing employee and other persons:

43.-(1) The interest of an employee in the fund or any allowance or payment out of the fund to any person entitled under this Act, is not subject to garnishment, attachment, or seizure, or to any legal process whatsoever; and, in the case of the death of the employee or person receiving an allowance, any allowance or payment out of the fund does not form part of the estate of the deceased so as to be liable for any of his debts, and no interest, allowance, or payment out of the fund is assignable, except that the sum which an employee who leaves the service or is dismissed is entitled to be paid out of the fund may be assigned to another employees' superannuation or pension fund or plan approved by the Minister of National Revenue.

A somewhat similar provision may be found in the Manitoba *Teachers' Pension Act*.²²⁷ Section 64(1) of that Act reads as follows:

rêt dans des circonstances convenables, en tout temps²²¹. Le juge Kent statua donc que la demanderesse avait droit à une ordonnance garantissant ses droits à la rente versée. Il rendit en outre une ordonnance de saisie des cotisations du mari-débiteur à la caisse.

L'affaire *Everest* eut un dénouement différent. Contrairement à l'affaire *Perkins*, le mari-débiteur dans celle-ci, cotisant à la caisse de retraite de la fonction publique, n'avait pas encore mis fin à son emploi auprès du gouvernement. Le juge Vogelsang de la Cour provinciale qualifia l'intérêt du débiteur dans la caisse de «en puissance, bien qu'annulable uniquement dans des circonstances inusitées ou peu probables. Nonobstant ce fait, les sommes à son crédit demeurent dans la caisse et elles ne lui sont pas plus accessibles aujourd'hui qu'au moment où la saisie a été effectuée²²²». Cet intérêt, d'ajouter le juge Vogelsang, n'était pas compris dans l'expression «sommes payables en vertu d'un régime de retraite», mots qui, dans leur sens ordinaire et selon la grammaire usuelle, supposent «une aptitude actuelle à payer, et (exigent) une interprétation qui exclut les sommes s'accumulant par cotisations et non actuellement recevables par le débiteur²²³».

Est-il clair, d'après l'article 27(1) du *Pension Benefits Act* de l'Ontario que quel que soit le bénéficiaire des sommes payables sur une caisse de retraite, les fonds sont exempts de saisie sauf dans les circonstances énoncées au paragraphe (2) de l'article 27? Supposons, par exemple, qu'un employé cotisant à un régime de retraite désigne sa femme comme bénéficiaire. Ses créanciers seront-ils empêchés de saisir toutes sommes qui lui sont payables en vertu du régime de retraite de son mari? Étant donné les termes très larges et généraux de l'article 27(1) du *Pension Benefits Act*, la réponse à cette question serait, semble-t-il, oui. Rien n'indique, dans cet article, que l'exemption de saisie ne s'applique que si l'employé a droit de toucher les prestations de retraite. En vertu de cet article, peu importerait que le bénéficiaire désigné soit l'épouse de l'employé, son enfant ou une personne sans lien de parenté avec lui.

Il n'en va pas de même dans certaines des autres provinces canadiennes de *common law*. Ainsi, selon l'article 20 du *Civil Service Superannuation Act*²²⁴ de l'Île du Prince-Édouard, «l'intérêt de tout employé dans la caisse constituée en vertu de la présente loi et dans toute prestation de retraite accordée sous son régime est insaisissable et n'est assujéti à aucune autre procédure judiciaire²²⁵...». Par contre, l'article 43(1) du *Civil Service Superannuation Act*²²⁶ du Manitoba traite expressément de l'exemption dont bénéficient l'employé cotisant et d'autres personnes:

43.(1) L'intérêt d'un employé dans la caisse ou dans toute prestation ou paiement effectué sur la caisse à quelque personne qui y a droit en vertu de la présente loi est insaisissable et n'est assujéti à aucune procédure judiciaire de quelque nature que ce soit; et advenant le décès de l'employé ou du bénéficiaire, aucune prestation ni aucun paiement effectué sur la caisse ne font partie de la succession du défunt de façon à garantir quelqu'une de ses dettes, et aucun intérêt, prestation ni paiement effectué sur la caisse n'est cessible, sauf que la somme qu'a droit de toucher sur la caisse un employé qui quitte son emploi ou est mis à pied peut être cédée à une autre caisse ou régime de retraite ou de pension pour employés agréés par le ministre du Revenu national.

On trouve des dispositions à peu près semblables dans le *Teachers' Pension Act*²²⁷ du Manitoba, dont voici l'article 64(1):

²²¹ *Ibid.*

²²² *Supra*, note 219, at 3.

²²³ *Ibid.*

²²⁴ R.S.P.E.I. 1974, c. C-10.

²²⁵ *Emphasis added.*

²²⁶ R.S.M. 1970, c. C120.

²²⁷ R.S.M. 1970, c. T20.

²²¹ *Ibid.*

²²² *Supra*, note 219, p. 3.

²²³ *Ibid.*

²²⁴ R.S.P.E.I. 1974, ch. C-10.

²²⁵ *Soulignement ajouté.*

²²⁶ R.S.M. 1970, ch. C-120.

²²⁷ R.S.M. 1970, ch. T-20.

64.-(1) Neither the interest of a teacher or a beneficiary in the fund nor a pension, disability allowance, or other payment out of the fund to any person entitled thereto under this Act, is subject to garnishment, attachment, execution, or seizure; and, in the case of a teacher or a beneficiary, any pension, disability, allowance, refund or other payment out of the fund, does not form part of the estate of the deceased so as to be liable for his debts.

(d) *Do Pension Moneys Once Received Continue to be Exempt from Enforcement?*

In the article by Faribault appearing in an earlier volume of this publication,²²⁸ it is stated that, "in some cases the sums of money deposited in an R.R.S.P. can be declared free from seizure. Where a person receiving amounts declared free from seizure under a law deposits them in an R.R.S.P., the case law says these amounts remain free from seizure".²²⁹ Cited as authority for this proposition is the case of *Re Moysey*.²³⁰ There Johnson, C.J.Q.B., was concerned with whether pension benefits immune from attachment under the *Canadian Forces Superannuation Act*²³¹ constituted property of the bankrupt once it was placed in an R.R.S.P. Chief Justice Johnson was of the view that the moneys did not form part of the estate of the bankrupt (i.e., they were not exigible) as it was "quite easy to trace the pension funds into the retirement savings plan which the bankrupt established with these funds".²³²

Whether the *Moysey* case was correctly decided is open to question. Certainly, courts have not been overly enthusiastic in permitting a judgment debtor to continue to claim a wage garnishment exemption after the wages have been deposited in the debtor's bank account. While this was allowed in *Holy Spirit Parish Credit Union Society Ltd. v. Kwiatkowski*,²³³ it was found to be improper in the recent case of *Stevenson v. Stanek*.²³⁴ Even the *Kwiatkowski* case cannot be read too broadly, since the facts of that case are somewhat unusual and Wilson, J., himself limited the applicability of the decision.

In *Kwiatkowski*, the judgment debtor's wages were deposited directly into his bank account by his employer, the established practice being that wages of each employee were deposited in an account with the employer's bank. As Wilson, J., pointed out, the judgment debtor was offered "no option either as to the method of payment or even as to which bank or branch of a bank his wages are to be paid".²³⁵ The evidence further indicated that the judgment debtor used this "payroll account" only to issue a cheque for the full amount paid in weekly, which was then cashed at his neighbourhood shopping centre.

Wilson, J., agreed with the judgment debtor's contention that the "credits to his bank account are to be regarded as being a payment of wages by the bank as agent for the employer, and subject to the wage garnishment exemption"²³⁶ available under the *Manitoba Garnishment Act*.²³⁷ However, Mr. Justice Wilson added this caveat:²³⁸

64.(1) Sont insaisissables, l'intérêt d'un enseignant ou d'un bénéficiaire dans la caisse ainsi que toute rente de retraite, prestation d'invalidité ou autre paiement effectué sur la caisse à toute personne qui y a droit en vertu de la présente loi; et aucune rente de retraite, prestation d'invalidité ou autre, ni aucun remboursement ou autre paiement effectué sur la caisse ne fait partie de la succession d'un enseignant ou d'un bénéficiaire de façon à garantir ses dettes.

d) *Les sommes versées au titre de la retraite demeurent-elles insaisissables après leur réception?*

Dans l'article de M^e Faribault publié dans un volume antérieur du présent bulletin²²⁸, on peut lire que «dans certains cas, les sommes d'argent déposées dans un régime enregistré d'épargne-retraite pourront être déclarées insaisissables. Une personne recevant des montants déclarés insaisissables en vertu d'une loi les dépose dans un régime enregistré d'épargne-retraite. En vertu de la jurisprudence, ces montants déposés dans un régime enregistré d'épargne-retraite sont également insaisissables²²⁹». Et à l'appui de cette proposition, l'auteur cite l'affaire *Re Moysey*²³⁰. Le juge en chef Johnson de la Cour du Banc de la Reine devait décider si des prestations de retraite déclarées insaisissables par la *Loi sur les pensions de retraite des Forces canadiennes*²³¹ faisaient partie des biens du failli après qu'elles avaient été placées dans un R.E.E.R.. Le juge Johnson a exprimé l'avis que les sommes en cause ne faisaient pas partie de l'actif du failli (c.-à-d. qu'elles n'étaient pas exigibles) car il était «très facile de retracer les fonds de retraite jusqu'au régime d'épargne-retraite que le failli avait constitué avec ces fonds²³²».

On peut se demander si la décision rendue dans l'affaire *Moysey* était bien fondée. Il est certain que les tribunaux n'ont pas manifesté beaucoup d'empressement à permettre à un débiteur judiciaire de se prévaloir de l'insaisissabilité de son salaire après que celui-ci a été déposé à son compte en banque. Si la chose a été permise dans *Holy Spirit Parish Credit Union Society Ltd. c. Kwiatkowski*²³³, elle a été jugée inopportune dans le récent arrêt de *Stevenson c. Stanek*²³⁴. On ne peut même pas interpréter l'affaire *Kwiatkowski* de façon trop libérale car les faits en sont quelque peu inusités et le juge Wilson lui-même a limité la portée de sa décision.

Dans l'affaire *Kwiatkowski*, le salaire du débiteur judiciaire était déposé directement à son compte en banque par son employeur, la coutume étant que le salaire de chaque employé soit déposé dans un compte à la banque de l'employeur. Comme le souligne le juge Wilson, le débiteur judiciaire n'avait «aucun choix soit quant à la méthode de paiement, soit même quant à la banque ou à la succursale à laquelle son salaire allait être déposé²³⁵». La preuve montre de plus que le débiteur judiciaire n'utilisait ce «compte de paie» que pour tirer un chèque au montant total qui y était versé chaque semaine, chèque qu'il encaissait au centre commercial de son quartier.

Le juge Wilson reconnut, comme le soutenait le débiteur judiciaire, que «les crédits à son compte en banque devaient être considérés comme le paiement de son salaire par la banque à titre d'agent de l'employeur et bénéficiant de l'exemption de saisie²³⁶» prévue au *Garnishment Act*²³⁷ du Manitoba. Mais il ajouta cette mise en garde²³⁸:

²²⁸ Faribault, "Exemption from Seizure as it applies to: Life Insurance Policies, Individual and Group Annuities and Registered Retirement Savings Plans" (1981), 1 *Insolvency Bulletin* (No. 5) 1.

²²⁹ *Ibid.*, at 17.

²³⁰ (1977), 80 D.L.R. (3d) 152 (Sask. Q.B.).

²³¹ R.S.C. 1970, c. C-9, s. 39.

²³² *Supra*, note 230, at 153.

²³³ (1969), 68 W.W.R. 684 (Man. Q.B.).

²³⁴ (1981), 11 Sask. R. 51 (Q.B.).

²³⁵ *Supra*, note 233, at 685.

²³⁶ *Ibid.*, at 686.

²³⁷ See now R.S.M. 1970, c. G20, s. 6, as amended.

²³⁸ *Supra*, note 233, at 686.

²²⁸ Faribault, «L'insaisissabilité des polices d'assurance sur la vie, des rentes individuelles, des rentes collectives et des régimes enregistrés d'épargne-retraite» (1981) 1 *Bulletin sur l'insolvabilité* (No 5) 1.

²²⁹ *Ibid.*, p. 17.

²³⁰ (1977), 80 D.L.R. (3^e) 152 (Sask. Q.B.).

²³¹ S.R.C. 1970, ch. C-9, art. 39.

²³² *Supra*, note 230, p. 153.

²³³ (1969), 68 W.W.R. 684 (Man. Q.B.).

²³⁴ (1981), 11 Sask. R. 51 (Q.B.).

²³⁵ *Supra*, note 233, p. 685.

²³⁶ *Ibid.*, p. 686.

²³⁷ Voir R.S.M. 1970, c. G-20, art. 6 modifié.

²³⁸ *Supra*, note 233, p. 686.

For purposes of *The Garnishment Act*, 'wages' do not lose their character as such until they come into the hands of the employee whose earnings they are. Had the applicant taken his wages in cash, or had he drawn a cheque on his 'payroll account', and deposited that cash or the proceeds of that cheque in another bank account opened by himself, this last account would be attachable without regard to *The Garnishment Act*. And, had Stanley Kwiatkowski adopted the 'payroll account' as his own by making other deposits or making only casual withdrawals, the situation might be different.

In *Stevenson v. Stanek*, while it is unclear from the judgment of Cameron, J., it would appear that the debtor's wages were paid directly into his bank account by his employer. Unlike in the *Kwiatkowski* case, there was evidence that the debtor occasionally wrote cheques on the account and treated it as a savings account. Without referring to *Kwiatkowski*, Cameron, J., held that in the circumstances the moneys in his bank account "were not a debt due or accruing due ... for or in respect of wages or salary",²³⁹ and that the debtor, therefore, was not entitled to any exemption in respect thereof.

It is also interesting to note that Johnson, C.J.Q.B., in *Re Moysey* did not refer to the early English cases of *Crowe v. Rice*²⁴⁰ and *Jones & Co. v. Coventry*.²⁴¹ In the former, the English Court of Appeal concluded that pension benefits not yet received by the pensioner-debtor retained their character as pension benefits, and thus were not subject to enforcement. The Court did not have to concern itself with whether the moneys, once paid to the debtor, retained their character as pension benefits.²⁴² However, this issue did come before the Court in *Jones & Co. v. Coventry*.

Before dealing with the latter case, consideration should be given to a recent New Brunswick case, which cites *Jones & Co. v. Coventry*. In *Toronto-Dominion Bank v. Grossman*,²⁴³ the debtor was sent a cheque representing a reimbursement of contributions pursuant to the *Public Service Superannuation Act*.²⁴⁴ The debtor received the cheque in Florida and, when it arrived for payment at the Royal Bank of Canada in New Brunswick, it was seized by the sheriff pursuant to a warrant issued under the *Absconding Debtors Act*.²⁴⁵ The issue was whether the amount represented by the cheque was exempt from seizure under section 19 of the *Public Service Superannuation Act*. Section 19, which differs slightly from the Ontario legislation reproduced earlier, provides as follows:

19. The interest of any person in the Superannuation Account and his entitlement to any benefit under this Act is not subject to garnishment, attachment, seizure or any legal process, except in respect of the charge of failure to account for public money, and any such interest or benefit is not assignable.

It was argued by the bank "that the Legislature intended to protect the superannuation account from garnishment, attachment and seizure but not the benefits paid under the Act".²⁴⁶ Richard, J.A., speaking for the Court, disagreed. After noting the dual exemption in

Aux fins du *Garnishment Act*, le «salaire» ne change pas de nature tant qu'il ne tombe pas entre les mains de l'employé dont il constitue les gains. Si le demandeur avait touché son salaire en espèces ou s'il avait tiré un chèque sur son «compte de paie» et s'il avait déposé ces espèces ou le produit de ce chèque dans un autre compte en banque qu'il aurait ouvert lui-même, les sommes à ce dernier compte seraient saisissables indépendamment du *Garnishment Act*. Et si Stanley Kwiatkowski avait fait sien le «compte de paie» en y effectuant d'autres dépôts ou en y faisant des retraits à l'occasion, la situation aurait pu être différente.

Dans *Stevenson c. Stanek*, bien que la chose ne soit pas claire d'après la décision du juge Cameron, il semble que l'employeur du débiteur ait versé directement le salaire de celui-ci à son compte en banque. Contrairement à ce qui se passait dans l'affaire *Kwiatkowski*, la preuve semblait indiquer que le débiteur tirait à l'occasion des chèques sur ce compte et l'utilisait comme compte d'épargne. Sans invoquer l'affaire *Kwiatkowski*, le juge Cameron a statué que dans les circonstances les sommes à son compte en banque "ne constituaient pas une dette due ou exigible... pour ou à l'égard d'un salaire ou traitement"²³⁹, et que le débiteur n'avait donc pas droit à une exemption pour elles.

Il est également intéressant de constater que le juge Johnson de la Cour du Banc de la Reine dans *Re Moysey* ne fait allusion aux causes anciennes d'Angleterre de *Crowe c. Rice*²⁴⁰ et de *Jones & Co. c. Coventry*²⁴¹. Dans la première, la Cour d'appel anglaise a statué que les prestations de retraite non encore reçues par le retraité-débiteur conservaie leur nature de prestations de retraite et étaient donc insaisissables. Le tribunal n'avait pas à décider si les sommes, une fois payées au débiteur, conservaie leur nature de prestations de retraite²⁴². Mais la question s'est posée dans *Jones & Co. c. Coventry*.

Avant d'aborder cette dernière affaire, il convient d'étudier un récent arrêt du Nouveau-Brunswick dans lequel elle est citée. Dans *Toronto-Dominion Bank c. Grossman*²⁴³, le débiteur avait reçu un chèque représentant le remboursement de ses cotisations en vertu du *Public Service Superannuation Act*²⁴⁴. Le chèque lui était parvenu en Floride et lorsqu'il arriva au Nouveau-Brunswick à la Banque royale du Canada pour encaissement, il fut saisi par le shérif en exécution d'un bref émis selon le *Absconding Debtors Act*²⁴⁵ (Loi sur les débiteurs en fuite). Il s'agissait de décider si le montant du chèque était exempt de saisie en vertu de l'article 19 du *Public Service Superannuation Act*. Cet article 19, légèrement différent des lois ontariennes que nous avons déjà citées, est ainsi libellé:

19. L'intérêt que possède une personne dans la Caisse de retraite ainsi que son droit à quelque prestation en vertu de la présente loi sont insaisissables et ne peuvent faire l'objet d'aucune procédure judiciaire, sauf en matière d'omission de rendre compte de deniers publics, et cet intérêt et ces prestations sont incessibles.

La banque a fait valoir «que le législateur avait voulu protéger la caisse de retraite de toute saisie, mais non les prestations versées en vertu de la loi²⁴⁶». Le juge Richard, parlant au nom de la Cour d'appel, ne fut pas de cet avis. Après avoir souligné la double

²³⁹ *Supra*, note 234, at 53.

²⁴⁰ (1889), 22 Q.B.D. 429 (C.A.).

²⁴¹ [1909] 2 K.B. 1029.

²⁴² For a similar case, see *Toronto-Dominion bank v. Grossman* (1981), 37 N.B.R. (2d) 205 (Q.B., T.D.), appeal dismissed, unreported (March 1, 1982, N.B.C.A.), where the enforcement remedy in question was seizure and sale rather than garnishment.

²⁴³ *Supra*, note 179.

²⁴⁴ R.S.N.B. 1973, c. P-6.

²⁴⁵ R.S.N.B. 1973, c. A-2.

²⁴⁶ *Supra*, note 179, at 3.

²³⁹ *Supra*, note 234, p. 53.

²⁴⁰ (1889), 22 Q.B.D. 429 (C.A.).

²⁴¹ (1909) 2 K.B. 1029.

²⁴² Voir la cause semblable de *Toronto-Dominion Bank c. Grossman* (1981), 37 N.B.R. (2^e) 205 (Q.B., T.D.), appel rejeté, non rapportée (1^{er} mars 1982, N.B.C.A.), où le recours en cause était la saisie-exécution plutôt que la saisie-arrêt.

²⁴³ *Supra*, note 179.

²⁴⁴ R.S.N.B. 1973, ch. P-6.

²⁴⁵ R.S.N.B. 1973, ch. A-2.

²⁴⁶ *Supra*, note 179, p. 3.

section 19 — for the “interest” in the pension and for the “entitlement to any benefit” — and after implicitly taking the position that the first exemption was not applicable, Richard, J.A., focused his attention on the exemption in respect of the “entitlement to any benefit”. He concluded that “[t]he least that one can say is that the legislation clearly exempted pension benefits to the extent that they retain their character as such”.²⁴⁷

The cases cited by Richard, J.A., dealt with the point at which pension benefits lost their character as benefits and became exigible. He was of the view that “pension benefits are, when exempted from attachment by statute, not attachable until they lose their character as such and that they only lose their character as such when the pension fund has actually divested itself of the money and it has reached the pensioner”.²⁴⁸ Richard, J.A., held that, when the seizure of Grossman’s cheque occurred, neither of these two events had taken place; even though the cheque had been issued and delivered, and received by Grossman, Mr. Justice Richard was presumably of the opinion that the cheque was still only an “entitlement” to a pension benefit and, therefore, exempt, a view also espoused by the trial judge. It is not stated in the judgment whether, for example, Grossman’s bank in Florida actually credited Grossman’s account prior to the cheque being cleared in New Brunswick, and, therefore, there is no consideration whether this factor would alter the decision of Mr. Justice Richard. It seems, however, that Richard, J.A., was seeking to push the date of actual payment of the pension benefit as far into the future as possible in order for the pensioner to retain his exemption.

It is interesting to note that, in *Jones & Co. v. Coventry*,²⁴⁹ cited in the *Grossman* case, the applicable pension legislation effectively precluded attachment of certain moneys that were “payable”. The pensioner in that case was in receipt of a form of pay warrant, which had to be handed to his banker for collection; at some future date, the Paymaster-General would actually pay the amount. On January 1, 1909, the pensioner forwarded such a pay warrant to his bank, and the bank immediately credited his account with the amount. Subsequently, a garnishee order was served on the bank in respect of this amount. It was held that the amount was not liable to attachment, notwithstanding that it had already been credited by the bank to the pensioner’s creditor, as it retained its character of a pension benefit — and presumably, therefore, as moneys still “payable” — until it had been actually paid (in this case, on January 7) by the Paymaster-General. Darling, J., commenting on the crediting of the pensioner’s account, stated that “[t]his ... seems to me to have been merely a matter of arrangement between the defendant and the bank, and did not affect the question of payment of the pension. It was done for the convenience of the defendant, and cannot affect the real state of matters, namely, that the bank had not then received the money, which was in the possession of the Paymaster-General”.²⁵⁰

In *Jones & Co. v. Coventry*, both Darling, J., and Jelf., J., were at pains to emphasize that the pay warrant, handed to the bank for collection, was not a negotiable instrument — as was the cheque in the *Grossman* case, which cited *Jones & Co. v. Coventry* with approval. Counsel for the plaintiffs argued as follows:²⁵¹

An assignment is different from negotiation. An assignee takes subject to all equities; a person to whom a negotiable instrument is transferred for value and who has no notice of any defect in the title of the transferor does not. As soon as the bank received the warrant and placed the full amount thereof to the defendant’s credit they became holders for value of the warrant

²⁴⁷ *Ibid.*, at 4.

²⁴⁸ *Ibid.*, at 7.

²⁴⁹ *Supra*, note 241.

²⁵⁰ *Ibid.*, at 1039.

²⁵¹ *Ibid.*, at 1035.

exemption de l’article 19 — pour les «intérêts» dans la caisse et pour «le droit à quelque prestation» —, et après avoir implicitement montré que la première exemption ne s’appliquait pas, il s’est arrêté à l’exemption relative au «droit à quelque prestation», pour conclure que «le moins que l’on puisse dire est que la loi a clairement exempté les prestations de retraite dans la mesure où elles conservent leur nature en tant que telles²⁴⁷».

Les causes citées par le juge Richard traitent du moment où les prestations de retraite perdent leur nature de prestations pour devenir saisissables. Le juge a exprimé l’avis que «les prestations de retraite, lorsqu’une loi les exempte de saisie, sont insaisissables tant qu’elles ne changent pas de nature, et elles ne changent de nature que lorsque la caisse de retraite s’est effectivement départie des fonds et que ceux-ci sont parvenus au rentier²⁴⁸». Le juge Richard a statué que lorsque la saisie du chèque de Grossman s’est produite, aucun de ces deux événements n’était survenu; bien que le chèque ait été tiré et délivré, puis reçu par Grossman, il n’était encore, selon le juge Richard peut-on présumer, qu’un «droit» à une prestation de retraite et donc exempt de saisie, opinion qu’avait également exprimée le juge de première instance. Il n’est pas dit dans l’arrêt si, par exemple, la banque de Grossman en Floride avait effectivement crédité le compte en banque de celui-ci avant que le chèque soit viré au Nouveau-Brunswick; nous ne pouvons donc pas savoir si ce facteur aurait modifié la décision du juge Richard. Il semble toutefois qu’il cherchait à repousser la date du versement réel de la prestation de retraite le plus tard possible pour que le rentier puisse continuer de jouir de son exemption.

Fait intéressant, dans *Jones & Co. c. Coventry*²⁴⁹, citée dans l’affaire *Grossman*, les lois pertinentes en matière de retraite interdisaient effectivement la saisie de certaines sommes qui étaient «payables». Le rentier, dans ce cas, touchait une sorte de certificat de paye qu’il devait présenter à son banquier pour encaissement; à une date ultérieure, le Trésorier général verserait effectivement la somme. Le 1^{er} janvier 1909, le rentier transmit un certificat de cette nature à sa banque qui crédita aussitôt son compte du montant du certificat. Par la suite, un bref de saisie fut signifié à la banque pour ce montant. Il fut statué que le montant était insaisissable, bien qu’il ait déjà été crédité par la banque au créancier du rentier, car il conservait sa nature de prestation de retraite — et, présumément donc, de sommes encore «payables» —, tant qu’il ne serait pas effectivement acquitté (en l’espèce, le 7 janvier) par le Trésorier général. Le juge Darling, sur le fait que le compte du rentier ait été crédité, déclara que «cela me semble avoir été simplement une question d’arrangement entre le défendeur et la banque et ne changeait rien à la question du service de la rente. Cela se faisait pour la commodité du défendeur et ne saurait affecter le fond de la question, soit que la banque n’avait pas alors reçu l’argent qui se trouvait en la possession du Trésorier général²⁵⁰».

Dans *Jones & Co. c. Coventry*, les deux juges Darling et Jelf se sont appliqués à souligner que le certificat de paye remis à la banque pour encaissement n’était pas un titre négociable, comme l’était le chèque dans l’affaire *Grossman* où l’on citait en l’approuvant l’arrêt de *Jones & Co. c. Coventry*. L’avocat des demandeurs présenta le plaidoyer suivant²⁵¹:

Une cession est différente d’une négociation. Le cessionnaire acquiert sous réserve de tous les droits acquis contrairement à la personne à qui un titre négociable est transféré moyennant contrepartie et qui n’a eu aucun avis de défaut dans le titre du cédant. Dès que la banque a reçu le certificat et qu’elle en a crédité le plein montant au défendeur, elle en est devenue

²⁴⁷ *Ibid.*, p. 4.

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 7.

²⁴⁹ *Supra*, note 241.

²⁵⁰ *Ibid.*, p. 1039.

²⁵¹ *Ibid.*, p. 1035.

.... The defendant thereupon ceased to have any interest in the document, the whole interest in it passing to the bank The money when placed to the defendant's credit ceased to have the character of pension and was liable to attachment in the same way as the other moneys standing to his credit at the bank.

Counsel for the pensioner disputed the notion that the pay warrant was a negotiable instrument, and both Darling and Jelf, JJ., agreed. Darling, J., was of the view that there was no promise to pay involved, and that the bank, holder of the pay warrant, could not have sued the Crown or the Paymaster-General on the warrant.

However, what the two Justices say about negotiable instruments may well be instructive. For example, Darling, J., quotes with approval the statement by Lord Macnaghten, in *Capital and Counties Bank v. Gordon*,²⁵² that "[i]t is well settled that if a banker before collection credits a customer with the face value of a cheque paid into his account, the banker becomes holder for value of the cheque". Darling, J., however, rejected the notion that the document in question — the pay warrant — had been "negotiated" to the bank as though it were a cheque.

Jelf, J., repeated counsel's argument — "that the bank, by crediting the defendant with amount on January 1, became the holders for value of the warrant, and that the defendant ceased to have any interest in it, and that the bank became a debtor for that amount to the defendant on January 1"²⁵³ — but also rejected it. Again, however, his discussion gives some indication of what likely would have been the result had the pensioner been issued a cheque in the same circumstances. For example, Jelf, J., stated that, "[i]f the document had been a cheque, then no doubt, in the circumstances, the bank would have become the holders of the cheque for value, and they could have claimed the amount thereof from the Paymaster-General, and the defendant would have ceased to have any interest in it".²⁵⁴

Having regard to the decisions in *Grossman and Jones & Co. v. Coventry*, can it be said that an issued and delivered cheque, received by the pensioner, credited to his account, and forwarded to the appropriate bank to be cleared, constitutes moneys or a benefit "payable" to the pensioner and, therefore, exempt in Ontario?

At first blush, one might well be tempted to say that, in the circumstances described above, the pensioner has in fact been "paid". However, the basis of Richard, J.A.'s, decision in *Grossman*, the language used to justify that decision, and the law respecting negotiable instruments, belie that contention. It is not possible in this paper to examine this area of the law in any detail. Suffice it to state that, whatever the arrangement between the bank and the pensioner respecting the crediting of his account, "payment" would occur only where the cheque to the pensioner is actually cleared and all obligations discharged. Until that juncture, presumably the moneys are still "payable" and, as a result, exempt.²⁵⁵

détentrices contre valeur... Le défendeur a dès lors cessé d'avoir quelque intérêt dans le document, cet intérêt passant en totalité à la banque... Lorsque le montant a été déposé au crédit du défendeur, il a perdu sa nature de rente de retraite et est devenu saisissable tout comme les autres montants à son crédit à la banque.

L'avocat du retraité a contesté que le certificat de paye soit un titre négociable et les deux juges Darling et Jelf ont été d'accord. Pour le juge Darling, il n'y avait pas de promesse de paiement en cause, et la banque, détentrice du certificat de paye, n'aurait pas pu poursuivre la Couronne ni le Trésorier général au sujet de ce certificat.

Mais ce que les deux juges ont dit des titres négociables pourrait bien être instructif. Par exemple, le juge Darling cite, en y souscrivant, la déclaration de Lord Macnaghten dans *Capital and Counties Bank c. Gordon*²⁵², selon laquelle «il est bien établi que si, avant recouvrement, un banquier crédite à un client la valeur nominale d'un chèque versé à son compte, il devient détenteur contre valeur du chèque». Mais le juge Darling rejetait l'idée que le document en cause — le certificat de paye — avait été «négocié» à la banque comme s'il s'agissait d'un chèque.

Le juge Jelf a repris l'argumentation de l'avocat — «que la banque, le 1^{er} janvier, en créditant le montant au défendeur, est devenue détentrice contre valeur du certificat et que le défendeur a cessé d'y avoir aucun intérêt et que, le 1^{er} janvier, la banque est devenue débitrice du défendeur pour ce montant²⁵³», —, mais pour la rejeter. Mais encore une fois, ses propos nous donnent un indice de ce qu'aurait été vraisemblablement l'issue du procès si c'est un chèque qui avait été remis au rentier dans les mêmes circonstances. Ainsi, le juge Jelf déclare que «(si) le document avait été un chèque, la banque sans aucun doute, dans les circonstances, serait devenue détentrice du chèque contre valeur et aurait pu en réclamer le montant au Trésorier général et le défendeur aurait cessé d'y avoir tout intérêt²⁵⁴».

Compte tenu des décisions rendues dans *Grossman* et dans *Jones & Co. c. Coventry*, peut-on dire qu'un chèque tiré et délivré, reçu par le retraité, crédité à son compte et transmis à la banque compétente pour virement, constitue une somme ou une prestation «payable» au retraité et, par conséquent, insaisissable en Ontario?

A première vue, on pourrait être tenté de dire que dans les circonstances décrites ci-dessus le rentier a, de fait, été «payé». Cependant, les fondements de la décision rendue par le juge Richard dans *Grossman*, les termes employés pour justifier cette décision et la loi régissant les titres négociables vont à l'encontre de cette prétention. Il est impossible ici d'approfondir ce domaine du droit. Qu'il suffise de dire que quels que soient les arrangements conclus entre la banque et le rentier pour que le compte de celui-ci soit crédité de sa rente, le «paiement» ne se produit qu'au moment où le compte au rentier est effectivement compensé et où toutes les obligations sont exécutées. Jusque-là, on peut supposer que les sommes sont encore «payables» et donc exemptes de saisie²⁵⁵.

²⁵² [1903] A.C. 240, at 245, quoted at *supra*, note 241, at 1041. See *Bills of Exchange Act*, R.S.C. 1970, c. B-5, s. 165(3).

²⁵³ *Supra*, note 241, at 1043.

²⁵⁴ *Ibid.*, at 1044.

²⁵⁵ However, if, for example, the pensioner, in need of immediate cash, sells to the bank a post-dated cheque made out to him and deposits the proceeds in his bank account, the sheriff would not be entitled to seize the cheque thereafter, and the proceeds on deposit would not be classified as exempt property.

²⁵² (1903) A.C. 240, p. 245, cité *supra*, note 241, p. 1041. Voir la *Loi sur les lettres de change*, S.R.C. 1970, ch. B-5, art. 165(3).

²⁵³ *Supra*, note 241, p. 1043.

²⁵⁴ *Ibid.*, p. 1044.

²⁵⁵ Cependant, si, par exemple, le rentier, à court d'argent, vend à la banque un chèque post-daté établi en son nom et en dépose le produit à son compte en banque, le shérif n'aurait pas droit de saisir le chèque par la suite et le produit en dépôt ne serait pas considéré comme bien exempt de saisie.

Address of Offices where Bankruptcy Proceedings are Filed
Adresse des bureaux où les procédures de faillites sont déposées

British Columbia
Colombie Britannique

Dept. of CCA
Bankruptcy
P.O. Box 10066
Pacific Centre
700 West Georgia Street
Vancouver, B.C.
V7Y 1E2

Tel: 604/666-2051

Alberta

Dept. of CCA
Bankruptcy
2919 - 5th Avenue N.E.
Calgary, Alberta
T2A 6T8

Tel: 403/231-5607

Dept. of CCA
Bankruptcy
10225 — 100th Avenue
Edmonton, Alberta
T5J 0A1

Tel: 403/420-2476

Saskatchewan

Dept. of CCA
Bankruptcy
2212 Scarth Street
Regina, Saskatchewan
S4P 2J6

Tel: 306/569-5391

Dept. of CCA
Bankruptcy
3421 — 8th Street East
Saskatoon, Saskatchewan
S7H 0W5

Tel: 306/665-4298

Manitoba

Dept. of CCA
Bankruptcy
203 — 260 St. Mary Avenue
Winnipeg, Manitoba
R3C 0M6

Tel: 204/949-3229

Ontario

Dept. of CCA
Bankruptcy
3rd Floor
Union Gas Building
20 Hughson St. S.
Hamilton, Ontario
L8N 2A1

Tel: 416/523-2991

Dept. of CCA
Bankruptcy
217 York Street
Third Floor
London, Ontario
N6A 1B7

Tel: 519/679-4034

Dept. of CCA
Bankruptcy
240 Bank Street
Brunswick Building
P.O. Box 2009
Station "D"
Ottawa, Ontario
K1P 6A8

Tel: 613/995-2994

Dept. of CCA
Bankruptcy
767 Barrydowne Rd.
Sudbury, Ontario
P3A 3T6

Tel: 705/675-0636

Dept. of CCA
Bankruptcy
7th Floor
25 St. Clair Avenue East
Toronto, Ontario
M4T 1M2

Tel: 416/966-6486

Québec

Min. C & C
Faillites
1410, rue Stanley
9e étage
Montréal, Québec
H3A 1P8

Tél: 514/283-6192

Min. C & C
Faillites
410, boul. Charest est,
4e étage
Québec, Québec
G1K 8G3

Tél: 418/694-4280

Min. C & C
Faillites
1335 King ouest
Bureau 402
Sherbrooke, Québec
J1J 2B8

Tél: 819/565-4724

Atlantic Provinces
Provinces de l'Atlantique

Dept. of CCA
Bankruptcy
17th Floor, Queen Square
45 Alderney Drive
Dartmouth, Nova Scotia
B2Y 2N6
Tel: 902/426-2900

Statistics

BANKRUPTCIES

November 1982

Statistiques

FAILLITES

novembre 1982

	Current Month <i>Mois courant</i>			Yearly to date <i>Cumul pour l'année</i>		
	Consumer Consommateur	Business Affaire	Total	Consumer Consommateur	Business Affaire	Total
Nfld./T.-N.	53	6	59	336	63	399
N.S./N.-É.	113	16	129	834	180	1,014
P.E.I./I.P.-É.	9	2	11	32	16	48
N.B./N.-B.	23	6	29	308	62	370
Quebec	808	396	1,204	8,202	4,058	12,260
Ontario	1,394	297	1,691	13,219	3,337	16,556
Manitoba	87	28	115	1,007	346	1,353
Saskatchewan	47	18	65	460	259	719
Alberta	229	72	301	1,980	700	2,680
B.C./C.B.	241	118	359	1,897	927	2,824
N.W.T./T.N.-O.	0	0	0	3	2	5
Yukon	4	2	6	11	12	23
Canada	3,008	961	3,969	28,289	9,962	38,251

PROPOSALS

November 1982

PROPOSITIONS

novembre 1982

	Current Month <i>Mois courant</i>	Yearly to date <i>Cumul pour l'année</i>
	Nfld./T.-N.	0
N.S./N.-É.	3	27
P.E.I./I.P.-É.	0	3
N.B./N.-B.	0	14
Québec	15	138
Ontario	7	107
Manitoba	0	18
Saskatchewan	0	1
Alberta	1	8
B.C./C.B.	11	92
N.W.T./T.N.-O.	0	0
Yukon	0	0
Canada	37	409

**BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF NOVEMBER 1982, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES**
**FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE NOVEMBRE 1982, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES**

NEWFOUNDLAND/TERRE-NEUVE

	Number <i>Nombre</i>	Current Month <i>Mois courant</i>	Liabilities* <i>Passif</i>	Yearly to Date <i>Cumul pour l'année</i>	Liabilities* <i>Passif</i>
			\$		\$
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	0		0	3	827,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	0		0	3	165,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	1		45,000	6	393,500
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	1		15,500	6	829,500
Trade (Wholesale & Retail)..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	3		63,500	26	7,869,000
Finance, Insurance and Real Estate..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	0		0	2	1,605,000
Services.....	1		67,000	17	1,753,000
Total	6		191,000	63	13,442,000

NOVA SCOTIA/NOUVELLE-ÉCOSSE

Primary Industries <i>Industries primaires</i>	1		19,500	13	1,015,500
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	2		71,500	15	2,839,500
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	1		55,000	12	1,597,000
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	5		170,000	18	834,500
Trade (Wholesale & Retail)..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	4		295,000	53	7,733,050
Finance, Insurance and Real Estate..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	0		0	12	19,163,000
Services.....	3		153,500	57	11,433,500
Total	16		764,500	180	44,616,050

PRINCE EDWARD ISLAND/ILE DU PRINCE-ÉDOUARD

Primary Industries <i>Industries primaires</i>	0		0	2	355,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	0		0	2	627,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	0		0	2	64,000
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	0		0	0	0
Trade (Wholesale & Retail)..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	2		275,000	3	685,000
Finance, Insurance and Real Estate..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	0		0	3	382,000
Services.....	0		0	4	962,500
Total	2		275,000	16	3,075,500

*As declared by Debtors

*Tel que déclarés par les débiteurs

NEW BRUNSWICK/NOUVEAU-BRUNSWICK

	Current Month <i>Mois courant</i>	Liabilities* <i>Passif</i>	Yearly to Date <i>Cumul pour l'année</i>	Liabilities* <i>Passif</i>
	Number <i>Nombre</i>	\$	Number <i>Nombre</i>	\$
Primary Industries	0	0	4	2,671,000
<i>Industries primaires</i>				
Manufacturing Industries	2	90,000	10	7,762,050
<i>Industries manufacturières.....</i>				
Construction Industries	0	0	4	6,131,000
<i>Industries de la Construction</i>				
Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	5	411,000
<i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>				
Trade (Wholesale & Retail).....	2	140,000	12	3,292,500
<i>Commerce (de gros et de détail).....</i>				
Finance, Insurance and Real Estate.....	0	0	1	115,000
<i>Finances, Assurance et Immeubles</i>				
Services.....	2	803,000	26	3,954,000
Total	6	1,033,000	62	24,336,550

QUEBEC

Primary Industries	24	4,892,000	194	46,274,500
<i>Industries primaires</i>				
Manufacturing Industries	41	16,753,500	428	138,213,500
<i>Industries manufacturières.....</i>				
Construction Industries	38	4,453,000	464	65,400,450
<i>Industries de la Construction</i>				
Transportation, Communication & Other Utilities	22	2,769,000	180	42,845,500
<i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>				
Trade (Wholesale & Retail).....	128	28,821,500	1,369	246,934,450
<i>Commerce (de gros et de détail).....</i>				
Finance, Insurance and Real Estate.....	14	2,895,000	142	37,936,000
<i>Finances, Assurance et Immeubles</i>				
Services.....	129	12,075,500	1,281	166,684,300
Total	396	72,659,500	4,058	744,288,700

ONTARIO

Primary Industries	21	3,412,000	209	30,816,000
<i>Industries primaires</i>				
Manufacturing Industries	20	14,518,500	298	100,191,000
<i>Industries manufacturières.....</i>				
Construction Industries	40	4,056,500	593	89,220,500
<i>Industries de la Construction</i>				
Transportation, Communication & Other Utilities	24	4,278,000	261	36,468,500
<i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>				
Trade (Wholesale & Retail).....	92	17,436,500	949	162,496,500
<i>Commerce (de gros et de détail).....</i>				
Finance, Insurance and Real Estate.....	19	4,970,000	188	65,923,500
<i>Finances, Assurance et Immeubles</i>				
Services.....	81	10,198,000	839	130,620,500
Total	297	58,869,500	3,337	615,736,500

*As declared by Debtors

*Tel que déclarés par les débiteurs

MANITOBA

	Number Nombre	Current Month Mois courant Liabilities * Passif \$	Yearly to Date Cumul pour l'année Number Nombre	Liabilities * Passif \$
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	4	685,000	36	6,652,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	2	677,000	28	5,080,500
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	0	0	54	7,669,500
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	5	548,500	33	2,748,000
Trade (Wholesale & Retail)..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	8	1,173,500	110	27,909,500
Finance, Insurance and Real Estate..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	1	25,000	18	3,767,500
Services.....	8	228,000	67	9,125,000
Total	28	3,337,000	346	62,952,000

SASKATCHEWAN

Primary Industries <i>Industries primaires</i>	2	190,000	21	3,982,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	3	464,000	15	1,844,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	1	270,000	60	6,848,000
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	5	490,000	29	1,682,000
Trade (Wholesale & Retail)..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	6	384,000	88	9,344,000
Finance, Insurance and Real Estate..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	0	0	7	1,122,500
Services.....	1	97,000	39	6,261,500
Total	18	1,895,000	259	31,084,000

ALBERTA

Primary Industries <i>Industries primaires</i>	5	812,000	40	14,005,500
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	1	135,000	29	4,776,500
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	16	8,150,500	172	54,688,000
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	13	1,300,500	108	10,919,000
Trade (Wholesale & Retail)..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	17	3,748,000	153	24,808,500
Finance, Insurance and Real Estate..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	5	1,930,000	42	48,670,500
Services.....	15	3,947,500	156	39,522,500
Total	72	20,023,500	700	197,390,500

*As declared by Debtors

*Tel que déclarés par les débiteurs

BRITISH COLUMBIA/COLOMBIE BRITANNIQUE

	Current Month <i>Mois courant</i>		Yearly to Date <i>Cumul pour l'année</i>	
	Number <i>Nombre</i>	Liabilities* <i>Passif</i> \$	Number <i>Nombre</i>	Liabilities* <i>Passif</i> \$
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	7	675,000	70	7,042,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	13	4,775,500	118	90,568,500
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	26	4,251,500	154	39,945,000
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	11	2,962,000	77	9,737,500
Trade (Wholesale & Retail)..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	28	10,735,500	267	130,358,000
Finance, Insurance and Real Estate..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	13	15,979,000	61	59,446,000
Services.....	20	4,050,000	180	45,949,000
Total	118	43,428,500	927	383,046,000

NORTHWEST TERRITORIES/TERRITOIRES DU NORD-OUEST & YUKON

Primary Industries <i>Industries primaires</i>	0	0	1	6,000,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	0	0	0	0
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	0	0	5	882,000
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	1	81,000	3	1,052,000
Trade (Wholesale & Retail)..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	1	73,000	3	393,000
Finance, Insurance and Real Estate..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	0	0	0	0
Services.....	0	0	2	6,021,000
Total	2	154,000	14	14,348,000

CANADA

Primary Industries <i>Industries primaires</i>	64	10,685,500	593	119,640,500
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	84	37,485,000	946	352,067,550
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	123	21,281,500	1,526	272,838,950
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	87	12,614,500	720	107,527,500
Trade (Wholesale & Retail)..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	291	63,145,500	3,033	621,823,500
Finance, Insurance and Real Estate..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	52	25,799,000	476	238,131,000
Services.....	260	31,619,500	2,668	422,286,800
Total	961	202,630,500	9,962	2,134,315,800

*As declared by Debtors

*Tel que déclarés par les débiteurs

ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)
PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)

Report for the month of October 1982 — Rapport du mois d'octobre 1982	Participating Provinces — Provinces Participantes						
	British Columbia — Colombie Britannique	Alberta — Alberta	Saskatchewan — Saskatchewan	Manitoba — Manitoba	Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	Prince Edward Island — Île du Prince Édouard	Total
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month.....	71	31	11	7	41	4	165
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois.....							
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month	149,946.11	143,805.37	23,212.25	18,379.20	106,845.41	20,679.59	462,867.93
Montant versé à la cour durant le mois relativement à tous les ordonnances de fusion							
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month.....	292,326.23	260,440.89	4,876.50	15,714.17	105,134.00	20,679.59	699,171.38
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion							
Total number of terminations and defaults during the month	37	41	20	6	22	2	128
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois							

Trustee Licences issued during the month of November

1. Corporate Trustees

The following corporations have been issued a corporate trustee licence under the Bankruptcy Act:

Appel & Co., Inc./
Appel & Cie, Inc.,
1 Westmount Square,
Montreal, Quebec.
H3Z 2P9

Tel: (514) 932-4115
Date: November 26, 1982
Jurisdiction: **All Provinces of Canada, the Yukon and the Northwest Territories**

G. Bellavance & Associés Ltée.,
425 Charest Blvd. East,
Suite 400,
Quebec, Quebec.
G1K 3H9

Tel: (418) 522-2041
Date: November 1, 1982
Jurisdiction: **Quebec**

Sprackman, Soberman Isenbaum Colomby, Inc.,
2 St. Clair Avenue East,
Suite 200,
Toronto, Ontario.
M4T 2T5

Tel: (416) 961-1881
Date: November 2, 1982
Jurisdiction: **Ontario**

Licences de syndic émises au cours du mois de novembre

1. Syndics corporatifs

Une licence de syndic en matière de faillite a été émise aux corporations suivantes:

Appel & Co., Inc./
Appel & Cie, Inc.,
1 Carré Westmount,
Montréal, Québec.
H3Z 2P9

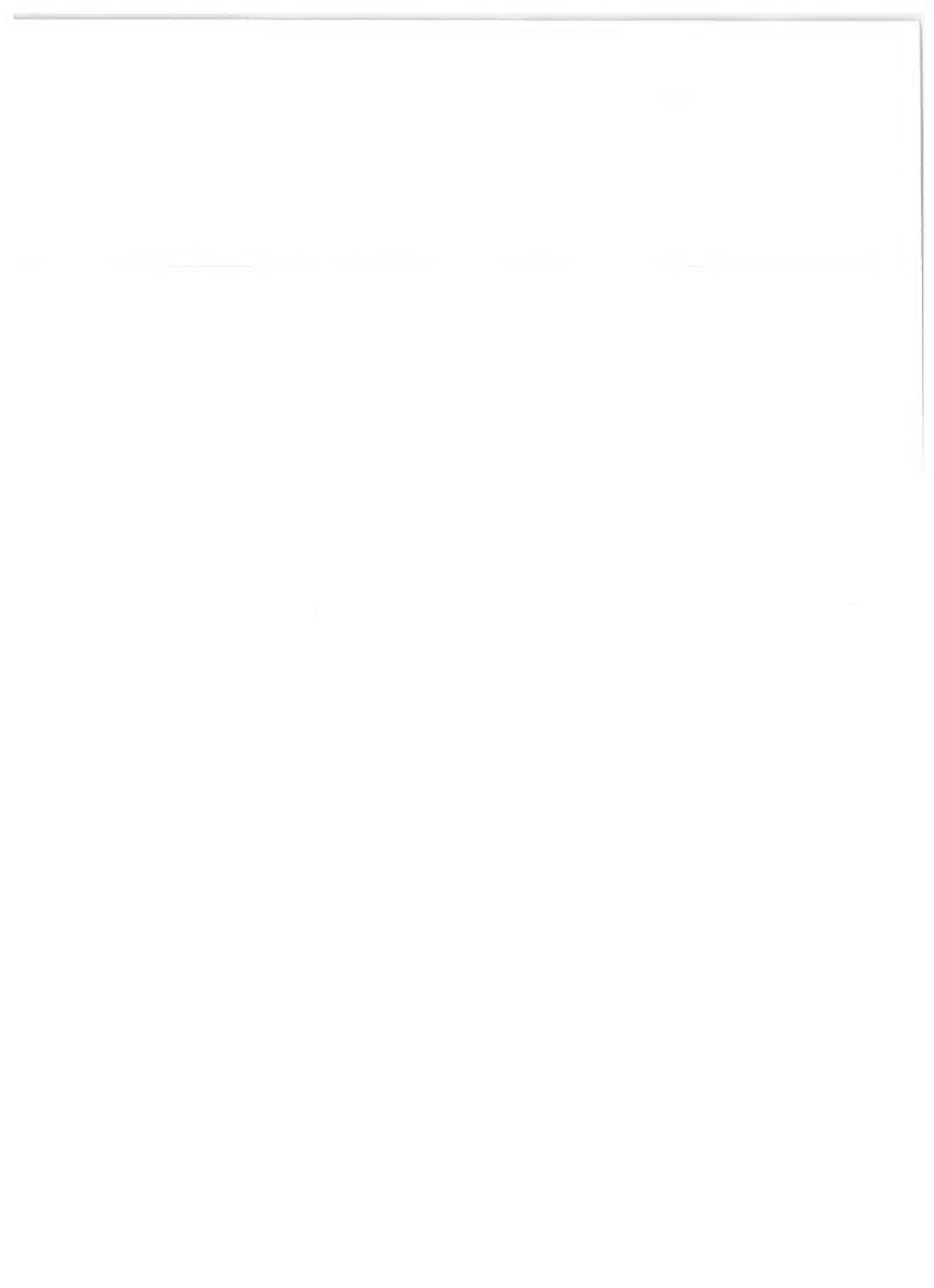
Tél: (514) 932-4115
Date: le 26 novembre 1982
Juridiction: **Toutes les provinces du Canada, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest**

G. Bellavance & Associés Ltée.,
425 est, boul. Charest,
Suite 400,
Québec, Québec.
G1K 3H9

Tél: (418) 522-2041
Date: le 1 novembre 1982
Juridiction: **Québec**

Sprackman, Soberman Isenbaum Colomby, Inc.,
2 est, avenue St. Clair,
Suite 200,
Toronto, Ontario.
M4T 2T5

Tél: (416) 961-1881
Date: le 2 novembre 1982
Juridiction: **Ontario**





**Third Troisième
class classe**

**K1A 0S7
Ottawa, Canada**

*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULE
à l'Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*



**Consumer and
Corporate Affairs
Canada**

**Consommation
et Corporations
Canada**



836